

*Territoires francophones*  
*Études géographiques sur la vitalité des*  
*Communautés francophones du Canada*  
Sous la direction d'Anne Gilbert  
Québec, Éditions du Septentrion, 2010

### CHAPITRE 3

## *Profil des institutions francophones<sup>1</sup>*

Edmund A. Aunger

### Introduction

EN 1964, dans un article séminal, le sociologue d'origine fransaskoise Raymond Breton (2004) a affirmé l'importante contribution faite par les institutions ethniques à la cohésion, à la vitalité et à la longévité des communautés minoritaires. Selon sa thèse de « complétude institutionnelle », une communauté minoritaire est plus portée à s'épanouir si elle possède une gamme d'institutions qui lui sont propres et qui répondent aux besoins de ses membres, et ce, dans les domaines tels l'éducation, la religion, le travail, la récréation, la santé et l'aide sociale (Breton, 1994, p. 194). Quand cette complétude est parfaite, la minorité est effectivement autosuffisante. Ses membres n'ont nullement besoin de recourir aux institutions de la société dominante; ils peuvent naître, vivre et mourir au sein de leur communauté ethnique. Notons, toutefois, que, pour vérifier cette thèse, Breton avait interviewé 230 immigrants appartenant à 30 groupes ethniques, tous résidents à Montréal, et qu'il n'avait pas tenu compte de l'effet de la complétude sur la vitalité linguistique. Au contraire, certains des groupes étudiés, par exemple les Belges, les Tchécoslovaques, les Sud-Africains, les Suisses et les Yougoslaves, originaires de pays plurilingues, ne partageaient pas la même langue nationale; tandis que d'autres, notamment les Américains, les Anglais, les Écossais, les Français et les Irlandais, parlaient déjà une des deux langues officielles de leur pays d'accueil.

---

1. L'auteur tient à remercier Anne Gilbert de son encouragement patient et Rodrique Landry pour ses suggestions méthodologiques. Agnès Miekus, Pierre St-Jacques, Marie-Claude Poirier, Thea Wingert, Sonia Croteau et Carleen Ready ont contribué à la collecte des données.

Une décennie plus tard, Howard R. Giles, Richard Y. Bourhis et Donald Taylor (1977) ont élargi la portée de la thèse de complétude institutionnelle en l'appliquant tout spécialement à des communautés linguistiques. À leur avis, la « vitalité ethnolinguistique » était constituée de trois variables, le statut socioéconomique, la démographie socioethnique et l'appui institutionnel, et ce dernier était composé de deux éléments, dit formel et informel : la représentation au sein des institutions sociétales et l'organisation des groupes de pression (Giles, Bourhis et Taylor, 1977, p. 309). Suivant Breton, ils ont expliqué : « Simply put, our guess is that minority groups which have organized themselves to safeguard their own interests, as exemplified by the Greek community in Montreal, would have more vitality than linguistic minorities who have not organized themselves in this fashion, such as many migrant workers and the Albanian Greeks » (*ibid.*, p. 316). Et, plus loin : « It is suggested that a linguistic minority is vital to the extent that its language and group members are well-represented formally and informally in a variety of institutional settings » (*ibid.*).

En 1984, lors du premier colloque sur l'état de la recherche sur les minorités francophones, organisé par la Fédération des francophones hors Québec (FFHQ), Breton (1985c) a revisité « les réseaux d'organisations et les institutions » et, dans une tournure de phrase nouvellement appropriée, a signalé leur influence sur « la vitalité des communautés ethnolinguistiques » (Breton, 1985c, p. 4). Il a suggéré des raffinements au cadre conceptuel, mais il a également lancé un appel aux chercheurs de mener des enquêtes sur les communautés francophones, leurs institutions et leur vitalité (*ibid.*, p. 19). Quelques années plus tard, Roger Bernard (1990) a déclaré la complétude institutionnelle une des trois grandes idées qui « ont orienté et marqué les études des communautés canadiennes-françaises depuis le milieu du siècle » (Bernard, 1990, p. 99). Par la suite, en 1995, Françoise Boudreau (1995) l'a nommée « la grande découverte de la francophonie ontarienne, tant pour ses analystes que pour ses représentants et stratèges politiques » (Boudreau, 1995, p. 33). Elle l'a décrite comme « une condition nécessaire, mais insuffisante à la survie du français » (*ibid.*, p. 36).

Toutefois, c'est en 1999, quand la Cour divisionnaire de l'Ontario a décidé dans l'affaire *Lalonde* que l'Hôpital Montfort, un établissement francophone, était essentiel à la survie des Franco-Ontariens que la thèse de la complétude institutionnelle a véritablement gagné ses épaulettes. En expliquant les fondements de sa décision, la Cour a noté :

Le D<sup>r</sup> Raymond Breton et le D<sup>r</sup> Roger Bernard, deux experts reconnus en sociologie – surtout sur les tendances sociales qui affectent l'existence et la viabilité des collectivités minoritaires – ont témoigné que les institutions sont essentielles à la survie des collectivités culturelles. Elles sont beaucoup plus que des fournisseurs de services. Elles sont des milieux linguistiques et culturels qui fournissent aux personnes les moyens d'affirmer et d'exprimer leur identité culturelle et qui, par extension, leur permettent de réaffirmer leur appartenance culturelle à une collectivité. [...] Elles expriment l'identité du groupe, la présence française en Ontario et au Canada, la réalité française dans la vie publique, et la force et la vitalité de la collectivité. Toute diminution de la sphère d'activité d'une institution aura un effet négatif sur la collectivité et augmentera les probabilités d'assimilation (cité dans Bernard, 2000, p. 24-25).

En dépit de sa grande influence – ou est-ce à cause de cette influence? –, la thèse de la complétude institutionnelle est rarement sujette à des examens critiques ou à des applications systématiques. Sheldon Goldenberg et Valerie Haines ont déclaré, avec raison d'ailleurs, que « the concept often seems to be ritualistically cited rather than examined » (1992, p. 302). À cet égard, font figure d'exceptions les recherches exhaustives qu'a menées Wilfrid Denis (1993) sur la complétude institutionnelle et la vitalité communautaire dans 23 communautés francophones de la Saskatchewan. Malheureusement, ces communautés, à cause de leurs nombreuses ressemblances, n'offraient pas la diversité nécessaire à une vérification scientifique. Denis a conclu : « Les dimensions de complétude institutionnelle et de vitalité communautaire sont sans doute liées à la continuité linguistique; mais elles dépendent aussi de l'accès aux ressources. Nos données ne révèlent pas, toutefois, un lien direct et sans équivoque entre ces dimensions » (Denis, 1993, p. 281).

Dans ce chapitre, nous cherchons à dresser le profil de quatre institutions francophones – les écoles, les établissements de soins de santé, les paroisses catholiques et les caisses populaires – et cela, pour les 1 861 municipalités à l'extérieur du Québec qui abritent des francophones<sup>2</sup>. Nous voulons également faire une première vérification de la relation entre la complétude institutionnelle et la vitalité linguistique, c'est-à-dire entre la présence des quatre institutions francophones dans une localité

---

2. Les 1 861 municipalités comprenant des francophones constituent 45 p. 100 des municipalités à l'extérieur du Québec. Elles sont réparties de la façon suivante : Terre-Neuve-et-Labrador 56, Île du Prince-Édouard 66, Nouvelle-Écosse 73, Nouveau-Brunswick 236, Ontario 418, Manitoba 157, Saskatchewan 277, Alberta 236, Colombie-Britannique 306, et les trois territoires 36.

et l'utilisation de la langue française par la population locale. Cependant, à cause de la difficulté à inventorier ces institutions et à confirmer leur caractère francophone – exception faite des écoles –, ce profil et cette vérification doivent rester, pour l'instant, préliminaires et provisoires. Ils ne constituent que la première étape d'une enquête plus vaste que nous menons actuellement sur les institutions francophones en milieu minoritaire, leur date de fondation, leurs coordonnées géographiques, leur langue de travail et leur gamme de services.

### Écoles francophones

Au cours des décennies suivant la Confédération canadienne, les instances politiques ont cherché la destruction systématique des réseaux d'écoles francophones, parfois par l'interdiction explicite de tout enseignement en français, parfois par des exigences plus subtiles voulant que les manuels scolaires soient publiés en anglais, que le personnel enseignant soit formé en anglais ou encore que la gestion scolaire soit faite en anglais.

Dans les provinces maritimes, de par des lois scolaires adoptées successivement en 1864, 1871 et 1877, la Nouvelle-Écosse, le Nouveau-Brunswick et l'Île-du-Prince-Édouard ont consolidé leurs régimes d'écoles, établissant du même coup un enseignement non confessionnel et de langue anglaise. Ces transformations ont suscité un tollé d'opposition chez les populations catholiques et francophones, et, en 1875, le Nouveau-Brunswick a concédé le droit de communiquer en français dans les écoles primaires, même s'il prescrivait toujours des manuels de langue anglaise – sauf en lecture française où les livres étaient bilingues (Savoie, 1980; LeBlanc, Godin et Renaud, 1993).

Par contre, en Ontario, les écoles françaises ont survécu jusqu'en 1885, l'année où de nouveaux règlements scolaires, sans bannir le français, ont donné priorité à la langue anglaise, obligeant son enseignement dans la salle de classe à raison de deux heures par jour lors des deux premières années de l'école primaire, de quatre heures par jour dans les années plus avancées et son utilisation dans les livres scolaires (Gaffield, 1993; Bordeleau, Bernard et Cazabon, 1999). Ces écoles subissent un coup encore plus dur en 1912, toutefois, quand le gouvernement a adopté le règlement 17, imposant l'anglais comme la seule langue d'enseignement et de communication, à la fois dans les écoles publiques et les écoles séparées, et cela, à partir de la 3<sup>e</sup> année. Quinze ans plus tard, le gouvernement a adouci l'application de ce règlement, ouvrant la porte à une coexistence malaisée du français et de l'anglais dans les écoles dites bilingues.

Dans l'Ouest, le Manitoba a voté, en 1890, un Public Schools Act pour établir un régime non confessionnel sous la tutelle d'un conseil consultatif qui, lui, a promptement banni l'enseignement en français. Les Territoires du Nord-Ouest ont emboîté le pas en 1892 quand l'assemblée territoriale a légiféré pour faire de l'anglais la seule langue d'enseignement. Quelques années plus tard, le gouvernement du Manitoba, à la suite d'une entente fédérale-provinciale négociée en 1896, fera un virage temporaire en permettant de nouveau l'utilisation du français dans la salle de classe, mais cela ne durait que vingt ans. Par contre, la décision des Territoires de supprimer le français serait maintenue, sans modification importante, par les nouvelles provinces de la Saskatchewan et de l'Alberta, et cela, à partir de 1905 et pour des décennies à venir (Aunger, 2004, 2005).

La renaissance des écoles francophones et leur substitution aux écoles bilingues a débuté en 1976 quand le gouvernement du Nouveau-Brunswick a proclamé l'article 12 de sa Loi sur les langues officielles, disposant que la langue d'enseignement dans les écoles serait la langue maternelle des élèves. La province a complété cette restructuration linguistique en 1981 par une modification de la Loi scolaire reconnaissant que la gestion des écoles francophones serait la responsabilité de conseils scolaires francophones. Ailleurs au Canada, il fallait attendre l'adoption de la Loi constitutionnelle de 1982 qui, de par son article 23, a reconnu le droit de la minorité francophone à faire instruire ses enfants dans ses propres établissements d'enseignement; et la décision de la Cour suprême du Canada dans l'arrêt *Mahé* qui, en 1990, a confirmé le droit de la minorité au contrôle et à la gestion de ses programmes d'instruction (voir Martel, 1991; Aunger, 1996). Selon le juge en chef Dickson, ce contrôle était tout à fait nécessaire pour remédier à l'érosion progressive de la minorité francophone et pour assurer l'épanouissement de sa langue.

Ainsi, en 2001, le Canada pouvait se vanter d'un total de 666 écoles primaires et secondaires qui étaient, conformément à la définition constitutionnelle, des établissements d'enseignement de la minorité francophone, dont 415 en Ontario et 107 au Nouveau-Brunswick (ACELF, 2002). Leur rayonnement était suffisamment grand que 83 p. 100 des francophones se trouvaient dans des localités possédant une école primaire et 65 p. 100, une école secondaire. À cet égard, les francophones de l'Ontario étaient les mieux servis, 91 p. 100 ayant accès à une école primaire dans leur municipalité, et les francophones de l'Île-du-Prince-Édouard les pires servis, seulement 37 p. 100 ayant

TABLEAU I

Écoles francophones : la distribution de la population francophone selon la présence d'une école dans la municipalité, par province et territoires, 2001

	Écoles francophones		
	Aucune	Primaires	Secondaires
Terre-Neuve	50,0	50,0	37,0
Île-du-Prince-Édouard	63,0	37,0	18,0
Nouvelle-Écosse	18,0	82,0	75,0
Nouveau-Brunswick	21,0	79,0	41,0
Ontario	8,0	91,0	77,0
Manitoba	21,0	79,0	75,0
Saskatchewan	47,0	53,0	48,0
Alberta	31,0	69,0	63,0
Colombie-Britannique	42,0	56,0	42,0
Territoires	30,0	70,0	39,0
Total	17,0	83,0	65,0
N francophones	173 515	861 685	672 560
N municipalités	1 592	265	140
Moyenne $N_{fr} / N_{mu}$	109	3 252	4 804

Note : Ce tableau utilise la liste d'écoles qu'a dressée l'Association canadienne d'éducation de langue française (ACELF, 2002) afin de préparer sa carte *Écoles francophones du Canada*.

cet accès<sup>3</sup>. Alors, il n'est pas surprenant que ce soient des parents de l'Île-du-Prince-Édouard et, plus spécifiquement, de Summerside qui se soient plaint en 1994 que leurs enfants devaient faire un trajet en autobus d'une durée moyenne de 57 minutes pour se rendre l'école francophone la plus proche, et qui ont revendiqué la création d'une école francophone dans leur région. Six ans plus tard, la Cour suprême du Canada, en affirmant que l'école était l'institution la plus importante pour la survie de la minorité linguistique officielle, leur a donné gain de cause (Arsenault-Cameron, 2000).

Les écoles françaises se trouvent, aujourd'hui, dans 32 districts scolaires, tous sous la gestion de francophones, dont 13 en Ontario, 5 au Nouveau-Brunswick, 5 en Alberta et un dans chacun des territoires et

3. Malheureusement, l'utilité de ce concept « d'accès » à une institution est affaiblie par les variations importantes dans la superficie des municipalités. Par exemple, en Nouvelle-Écosse, à la suite d'une série de fusions, chaque municipalité couvre un territoire assez vaste. Le total des 4 124 municipalités se trouvant à l'extérieur du Québec comprend : Terre-Neuve-et-Labrador 381, Île-du-Prince-Édouard 113, Nouvelle-Écosse 98, Nouveau-Brunswick 275, Ontario 586, Manitoba 298, Saskatchewan 1 002, Alberta 452, Colombie-Britannique 816, et les trois territoires 103.

provinces restants. Les districts les plus importants sont situés également en Ontario, le district catholique du Centre-Sud comprenant 50 écoles, le district catholique de l'Est ontarien, 48 écoles et le district catholique du Centre-Est, 46 écoles.

La constitution canadienne n'a pas garanti l'accès aux institutions postsecondaires, ce qui explique, en partie, leur pénurie relative. Les communautés francophones ne comptent que six collèges communautaires de langue française, tous au Nouveau-Brunswick et en Ontario, et quatre établissements universitaires de langue française, en Nouvelle-Écosse, au Nouveau-Brunswick, au Manitoba et en Alberta. Toutefois, les francophones peuvent avoir accès également à plusieurs universités bilingues à prédominance anglaise.

Quatre collèges communautaires se trouvent au Nouveau-Brunswick – à Bathurst, à Campbellton, à Dieppe et à Edmundston – et offrent une gamme de formations, surtout dans les domaines des technologies de l'information, des sciences de la santé et de la technologie du génie et des métiers. Deux collèges communautaires se trouvent en Ontario – la Cité collégiale à Ottawa et le collège Boréal à Sudbury – et offrent des formations en informatique, en sciences de la santé et en administration des affaires de même que dans les métiers de la construction et de la mécanique. Alors, 21 p. 100 des francophones peuvent obtenir, dans leur municipalité, une formation collégiale en français.

Parmi les universités francophones, l'Université de Moncton, composée de trois campus, à Moncton, à Edmundston et à Shippagan, est la plus importante. Elle offre des diplômes de premier cycle en administration, en arts, en sciences sociales, en droit, en foresterie, en ingénierie, en sciences, en éducation et en santé, et des diplômes de troisième cycle en arts, en sciences sociales, en éducation et en santé. L'Université Sainte-Anne, située principalement à Pointe-de-l'Église en Nouvelle-Écosse, comprend une faculté d'arts et sciences et, depuis sa fusion avec le collège de l'Acadie en 2003, une faculté de programmes professionnels. Le collège universitaire de Saint-Boniface, fondé en 1818 à Winnipeg, au Manitoba, offre des programmes de premier cycle en arts, en administration des affaires, en sciences, en service social et en éducation, et de deuxième cycle en études canadiennes et en éducation. Le Campus Saint-Jean de la University of Alberta, qui fête son centenaire en 2008, offre des programmes menant au baccalauréat en arts, en administration des affaires, en sciences, en sciences infirmières et en éducation, et à la maîtrise en études canadiennes et en éducation.

Parmi les universités bilingues – classées néanmoins comme institutions francophones par l'Association canadienne d'éducation de langue

française (ACELF, 2002) –, nous signalons, en Ontario, l'Université d'Ottawa, l'Université Laurentienne, le collège universitaire de Hearst, le collège universitaire Glendon, le Collège militaire royal du Canada et plusieurs autres collèges spécialisés. Dans l'ensemble, 32 p. 100 des francophones peuvent suivre, dans leur municipalité, des cours universitaires offerts en français.

### Établissements de soins de santé francophones

Les communautés religieuses ont fondé les premiers établissements de soins de santé francophones, souvent comme annexes à des missions, des écoles ou des presbytères. Ainsi, la congrégation des sœurs de la Charité, mieux connue sous le nom de sœurs grises de Montréal, a ouvert des hôpitaux à Ottawa en 1841, à Saint-Boniface en 1844, à Lac-Sainte-Anne en 1859, à l'Île-à-la-Crosse en 1860 et à Sudbury en 1898. Les sœurs de la Providence, une autre congrégation montréalaise, ont établi l'Hôtel-Dieu de L'Assomption, et ce, en 1922, à Moncton.

En vertu de la Loi constitutionnelle de 1867, les gouvernements provinciaux détiennent pourtant le pouvoir de réglementer les établissements de soins de santé et, au cours des années, ont même fini par les approprier. Pendant longtemps, leurs politiques linguistiques étaient fort répressives et imposaient la langue anglaise dans la fonction publique, dans la documentation officielle et dans la formation professionnelle (en ce qui concerne l'Alberta, voir par exemple, Auger, 2004, 2005). Néanmoins, depuis 1986, trois provinces – l'Ontario, le Manitoba et le Nouveau-Brunswick – renversent doucement cette tendance par leur adoption de politiques favorisant la prestation de services de santé en langue française. En règle générale, ces nouvelles politiques ne visent pas la création d'établissements francophones; elles prônent surtout un modèle « intégré » qui, trop souvent, ne fait que greffer des services bilingues à des institutions anglophones.

En votant sa Loi sur les services en français, en 1986, l'Ontario a reconnu le droit de communiquer en français avec un organisme gouvernemental, tels « une maison de soins infirmiers » ou « un foyer de soins spéciaux », mais seulement dans des régions désignées. Il a également édicté, en vertu de cette loi, le règlement 398/93, « Désignation d'organismes offrant des services publics », qui désigne des établissements particuliers, dont des hôpitaux et des centres de santé communautaire, qui devaient maintenant offrir des services en français. Dans l'ensemble, ces organismes sont à prédominance anglophone, mais plusieurs centres de santé

communautaire sont de langue française, notamment à Cornwall, à New Liskeard, à Toronto, à Hamilton-Wentworth et à Sudbury (Beaulieu, 2000, p. 83).

Peu après, en 1989, le Manitoba a adopté la « Politique sur les services en langue française », revue et révisée en 1999, qui a promis les services publics en français, y compris les « services de santé », mais, comme en Ontario, cet engagement était limité à des régions désignées et, encore plus timidement, « dans la mesure du possible » (Manitoba, 1999). Les organismes qui offrent des services en français sont classés officiellement comme « entièrement bilingues » ou « partiellement bilingues », mais, lorsque tout le personnel est bilingue, « l'instance administrative encourage l'usage du français comme langue de travail ».

En 2002, le Nouveau-Brunswick a adopté une nouvelle Loi sur les langues officielles, qui, comme celle de 1969, reconnaît le droit de communiquer en français (ou en anglais) avec une institution publique, mais qui, cette fois-ci, comprend dans sa définition d'institution le « réseau des établissements, installations et programmes de santé relevant du ministère de la Santé ou des régies régionales de la santé ». L'obligation d'une institution de servir le public dans la langue de son choix est tout à fait compatible, ici, avec l'existence d'institutions francophones, et l'article 34 déclare explicitement qu'une telle obligation « n'a pas pour effet de limiter l'usage d'une seule langue officielle par un hôpital ou par un autre établissement tel qu'il est défini dans la Loi sur les régies régionales de la santé lorsque la langue utilisée est celle dans laquelle l'hôpital ou l'établissement fonctionne habituellement ».

L'Association canadienne des soins de santé (ACSS, 2006), dans son *Guide aux établissements de soins de santé du Canada*, répertorie 101 établissements de soins de santé francophones à l'extérieur du Québec, dont 68 au Nouveau-Brunswick, 26 en Ontario, et 4 au Manitoba. Cela comprend 60 centres de soins de longue durée, 13 hôpitaux de soins actifs et 28 établissements de soins communautaires. La désignation linguistique est celle qui est rapportée par l'établissement lui-même, même si, en fin de compte, elle est déterminée par le gouvernement provincial. Toutefois, il nous reste encore à vérifier que cette désignation correspond effectivement à la langue de travail. Nous savons déjà que, dans plusieurs provinces, la désignation anglophone cache un certain nombre d'établissements qui travaillent en langue française.

D'après notre analyse, 57 p. 100 des francophones habitent des municipalités où il n'y a aucun établissement de santé désigné francophone. Cela est conforme à la conclusion de la Fédération des communautés francophones

**TABEAU 2**  
Établissements de soins de santé francophones :  
la distribution de la population francophone selon la présence  
d'un établissement de santé dans la municipalité, par province et territoires, 2006

	Établissements de soins de santé francophones			
	Aucun	Soins de longue durée <sup>a</sup>	Soins communautaires <sup>b</sup>	Soins actifs <sup>c</sup>
Terre-Neuve	100,0	0,0	0,0	0,0
Île-du-Prince-Édouard	95,0	5,0	0,0	0,0
Nouvelle-Écosse	75,0	25,0	0,0	0,0
Nouveau-Brunswick	51,0	40,0	31,0	25,0
Ontario	49,0	30,0	47,0	27,0
Manitoba	40,0	61,0	0,0	2,0
Saskatchewan	100,0	0,0	0,0	0,0
Alberta	100,0	0,0	0,0	0,0
Colombie-Britannique	100,0	0,0	0,0	0,0
Territoires	100,0	0,0	0,0	0,0
Total	57,0	29,0	33,0	20,0
N francophones	595 765	303 110	339 720	209 615
N municipalités	1 815	37	20	12
Moyenne $N_{fr} / N_{mu}$	328	8 192	16 986	17 468

Note : Ce tableau utilise les établissements qu'a identifiés comme francophones l'Association canadienne des soins de santé (2006), dans son *Guide aux établissements de soins de santé du Canada*.

- a. Centres de soins de longue durée.
- b. Centres de soins communautaires, centres de traitement, cliniques de consultation externe, unités de santé publique et centres de naissance.
- c. Hôpitaux de soins actifs.

et acadiennes (FCFA, 2001, p. 25) qui, à la suite d'une enquête menée auprès de 360 répondants dans 68 régions, a estimé qu'entre 50 et 55 p. 100 des francophones n'avaient aucunement ou rarement accès à des services de santé en français. En plus, nous trouvons que seulement 33 p. 100 des francophones ont accès à un centre de traitement communautaire dans leur localité et encore moins, 20 p. 100, à un hôpital de soins actifs. Ces résultats masquent, toutefois, de très grandes disparités régionales : 27 p. 100 des francophones en Ontario, 25 p. 100 au Nouveau-Brunswick et 2 p. 100 au Manitoba ont accès à un hôpital de langue française dans leur municipalité. Ailleurs, dans les autres provinces, rien.

Au Nouveau-Brunswick, l'Hôpital régional Dr-Georges-L.-Dumont, à Moncton, doté de 302 lits, constitue l'établissement de santé francophone le plus important. Cet hôpital d'enseignement et de recherche comprend

des unités de chirurgie, de médecine générale et interne, de naissances, de néphrologie, d'oncologie, de pédiatrie, de psychiatrie, de réadaptation, de soins intensifs et de soins prolongés. Dans le Nord-Ouest, l'Hôpital régional d'Edmundston compte 169 lits et comprend des unités de chirurgie, de médecine, d'obstétrique, de pédiatrie, de psychiatrie, de soins intensifs et de soins prolongés. D'autres hôpitaux francophones, de moindre taille, se trouvent à Bouctouche, à Bathurst, à Grand-Sault, à Saint-Quentin et à Tracadie-Sheila.

En Ontario, l'Hôpital Montfort, à Ottawa, comptant 190 lits, offre des services de chirurgie, de médecine familiale, d'obstétrique, d'orthopédie et de soins intensifs. À titre d'hôpital universitaire, il contribue également à la formation clinique en français des étudiants et des résidents. Des hôpitaux situés à Hawkesbury et Hearst offrent également des services de santé en langues française et anglaise.

Au Manitoba, l'Hôpital Sainte-Anne, un établissement de 21 lits, offre des soins cardiaques, chirurgicaux, obstétricaux et palliatifs en français et en anglais. À l'Hôpital général de Saint-Boniface, les efforts pour introduire des services en français se heurtent à l'opposition des employés unilingues et de leurs syndicats.

### **Paroisses catholiques francophones**

Selon Robert Choquette (1993a), l'Église catholique était, jusqu'aux années 1960 environ, « l'institution sociale franco-ontarienne la plus importante » (Choquette, 1993a, p. 201). Depuis, elle a renoncé à beaucoup de ses interventions sociétales et a abandonné un grand nombre de ses organisations sociales – les écoles, les hôpitaux, les journaux, les coopératives, les centres récréatifs, les syndicats, les services sociaux. En Ontario et au Nouveau-Brunswick, ces organisations ont pu quand même conserver leur caractère francophone; ailleurs, toutefois, elles ont souvent passé au secteur anglophone. Dans cette dernière situation, il ne restait que la paroisse pour réunir la communauté de langue française et pour servir de centre à la vie francophone. Ainsi, l'éditorialiste Guy Lacombe (2003) a pu affirmer, même en 1993, que « la paroisse est la plus grande force de rassemblement des francophones qui existe en Alberta ».

Pendant longtemps, l'Église canadienne a suivi une politique linguistique qui était fidèle à sa perception de la société canadienne, c'est-à-dire que, le Canada étant un pays anglophone – à l'exception du Québec, une province bilingue –, il incombait à l'Église d'utiliser la langue anglaise,

et cela, pour mieux rejoindre la population majoritaire. John Zucchi l'a décrite succinctement comme « the imperative in Vatican policy to reach the Protestant world by favouring the English language » (Zucchi, 2002, p. xxv) et cite à l'appui l'archevêque de Westminster, Francis Bourne, qui, en 1910, lors d'un discours controversé à Montréal, a déclaré que l'avenir de l'Église catholique au Canada dépendait « to an enormous degree » de son rattachement à « the power, influence, and prestige of the English language and literature ». Pour pouvoir angliciser ses structures et ses organismes, l'Église se devait de nommer des évêques et des curés anglophones dans les territoires à majorité francophone tout en subissant des critiques et des contestations conséquentes.

Dans les provinces maritimes, les évêques de langue anglaise se sont opposés aux efforts de nommer un francophone à l'épiscopat, déclarant en 1908 que le Canada était « un pays anglais », et que les Acadiens, par leur « bigoterie nationale », contribuaient « à s'aliéner la sympathie de leurs coreligionnaires catholiques et à contrarier l'important élément protestant » (cité par Thériault, 1993a, p. 450-451). Néanmoins, le Vatican nommerait des évêques de langue française à Saint John en 1912, à Chatham en 1920 et à Moncton en 1936, et il redresserait les diocèses et même les paroisses pour mieux représenter la population francophone. Ainsi, en 1914, à Moncton, la paroisse Saint-Bernard était divisée pour créer la paroisse francophone Notre-Dame-de-l'Assomption qui, en 1936, avec l'érection de l'archevêché de Moncton, deviendrait paroisse-cathédrale (voir *ibid.*, p. 452-460).

En Ontario, par contre, où l'épiscopat était déjà majoritairement francophone, les Franco-Ontariens pouvaient « se réjouir d'être dotés d'une Église à leur image, dirigée par des clercs issus du même milieu, souvent québécois, et soucieux des mêmes valeurs » (Choquette, 1993a, p. 205). L'Église a pris un virage important vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, toutefois, en attachant des paroisses francophones à des diocèses anglophones et en nommant des prélats anglophones dans les diocèses francophones, notamment à Ottawa, à Alexandria, à Sault Ste. Marie et à London. L'effet était de limiter l'utilisation du français pour les offices religieux et de provoquer des chicanes pénibles qui, d'après Choquette (1993b, p. 13), perdurent de nos jours dans les régions bilingues.

Dans l'Ouest, jusqu'au début du XX<sup>e</sup> siècle, les prélats étaient tous francophones, membres de la congrégation des Missionnaires oblates de Marie-Immaculée. Mobilisés d'abord pour faire l'éducation et l'évangélisation des Métis et des autochtones, les pères oblates avaient participé

également à la colonisation, fondant, comme disait André Lalonde « des îlots français détachés les uns des autres et dispersés à travers le Manitoba, la Saskatchewan et l'Alberta » (Lalonde, 1983a, p. 493), les noyaux de paroisses éventuelles. Pour ces colonies francophones, toutefois, l'arrivée de John McNally en 1913 a signalé le début de la fin : il a été nommé évêque du diocèse de Calgary et mandaté, selon Sheila Ross « to implement an English-language policy for the West that had been endorsed by the Vatican » (Ross, 2003, p. 86). Il s'opposait à la présence de congrégations francophones, mettant à pied, par exemple, des sœurs ursulines qui enseignaient dans les écoles séparées, et les remplaçant par des religieux anglophones. Choquette conclut : « The English-speaking Catholic crusade to obtain Anglophone priests and bishops escalated into a campaign for the virtual elimination of French » (Choquette, 1993b, p. 17).

*L'Annuaire de l'Église catholique au Canada* liste, en 2005, un total de 402 paroisses francophones à l'extérieur du Québec, dont 156 en Ontario, 119 au Nouveau-Brunswick et 51 au Manitoba. Toutefois, il s'agit d'une désignation qui, tout en étant officielle, n'est pas forcément effective. Certaines de ces paroisses, traditionnellement francophones, sont maintenant bilingues, pour ne pas dire anglophones. Wilfrid Denis a déjà observé, à l'égard des paroisses francophones en Saskatchewan, que le clergé y préfère souvent « les services religieux bilingues, voire entièrement en anglais, au grand détriment de la langue française » (Denis, 1993, p. 278). Guy Lacombe (2003) abonde dans le même sens pour l'Alberta : « J'ai beaucoup d'inquiétude au sujet des paroisses rurales. Une paroisse bilingue c'est comme une école bilingue, c'est une paroisse en train de devenir anglaise. Déjà, plusieurs le sont devenues. » Nous menons actuellement une enquête auprès des paroisses dites francophones pour nous informer de la langue dans laquelle elles offrent leurs messes. Nous espérons vérifier également, à une date ultérieure, la langue utilisée pour bien d'autres activités associées à la vie paroissiale : les chorales, les clubs d'hommes, les cercles de femmes, les troupes de scouts et de guides, les équipes sportives, les œuvres de charité.

Néanmoins, pour l'instant, nous constatons que 64 p. 100 des francophones habitent des municipalités comprenant une paroisse qui est, au moins nominalement, de langue française. Les proportions varient énormément, toutefois, selon la province, de 83 p. 100 au Manitoba et 81 p. 100 au Nouveau-Brunswick, à zéro en Colombie-Britannique et à Terre-Neuve-et-Labrador.

**TABLEAU 3**  
**Paroisses catholiques francophones :**  
 la distribution de la population francophone selon la présence d'une  
 paroisse francophone dans la municipalité, par province et territoires, 2005

	Paroisses francophones	
	Aucune	Paroisses
Terre-Neuve	100,0	0,0
Île-du-Prince-Édouard	95,0	5,0
Nouvelle-Écosse	63,0	37,0
Nouveau-Brunswick	19,0	81,0
Ontario	32,0	68,0
Manitoba	17,0	83,0
Saskatchewan	75,0	25,0
Alberta	39,0	61,0
Colombie-Britannique	100,0	0,0
Territoires	80,0	20,0
Total	36,0	64,0
N francophones	369 780	668 970
N municipalités	1 643	218
Moyenne $N_{fr} / N_{mu}$	225	3 069

Note : Ce tableau comprend les paroisses qu'a identifiées comme francophones l'*Annuaire de l'Église catholique au Canada* (Lachance 2005).

### Caisses populaires francophones

Le fondateur canadien du mouvement des caisses populaires, Alphonse Desjardins, les percevait comme un outil de développement économique nécessaire pour combattre la pauvreté des classes laborieuses et, en particulier, pour assurer l'épanouissement des communautés canadiennes-françaises. En 1908, dans un discours prononcé au Congrès de la jeunesse à Québec, il a affirmé que le but ultime n'était pas de grossir la somme de richesses, « mais bien de s'appuyer sur cette richesse accumulée pour accroître le prestige de notre race » (cité dans Poulin, 1990, p. 96). En 1912, dans une conférence présentée à l'Association canadienne-française d'éducation de l'Ontario, à Ottawa, il a exhorté des délégués à fonder des caisses populaires et à se donner ainsi des moyens économiques pour atteindre leurs objets, « la conservation intacte de votre foi, de vos traditions et de votre belle langue nationale » (Bureau, 1992, p. 25).

La Caisse populaire de Lévis, fondée en 1900 par Alphonse Desjardins lui-même, a constitué la première coopérative d'épargne et de crédit au

Québec. Ailleurs au Canada, les premières étaient la Caisse populaire Sainte-Famille d'Ottawa en Ontario, créée en 1910, la Caisse populaire de Saint-Jean-Baptiste au Manitoba en 1911, une caisse populaire à Richibouctou-Village au Nouveau-Brunswick en 1915 et la Caisse populaire de Saint-Jacques d'Albertville en Saskatchewan en 1916. Ces pionnières n'ont pas survécu longtemps, toutefois, contrairement aux précurseurs de la vague suivante, plus durables, établies pendant la décennie de la grande dépression : la Caisse populaire Sainte-Famille à Calgary en Alberta en 1935, la Caisse populaire de Petit-Rocher au Nouveau-Brunswick en 1936, la Caisse populaire de Saint-Malo au Manitoba en 1937 et une caisse populaire à Laflèche en Saskatchewan en 1938.

La paroisse était le terrain de la caisse, et le curé, son leader reconnu. Pour préparer ce terrain, le curé organisait d'habitude des cercles d'étude où il éduquait ses paroissiens sur les principes de la coopération et le fonctionnement d'une caisse, en utilisant des manuels de base, dont, par exemple, le *Catéchisme des caisses populaires*, publié en 1910 par l'abbé Philibert Grondin (voir, par exemple, Allaire, 1987 ; Daigle, 1990 ; Gauthier, 1988 ; Poulin, 1990 ; Roby, 1975). Après quelques mois d'étude, il convoquait une assemblée générale pour prendre les noms des futurs sociétaires et pour faire élire des officiers. Les laïcs s'occuperaient normalement de la gestion, mais le curé gardait souvent le rôle d'aumônier et logeait la caisse dans le presbytère. Ainsi, comme Maurice Gauthier a pu constater à l'égard des caisses populaires au Manitoba : « Il n'est donc pas surprenant de lire dans les registres des caisses que pour en devenir membre il fallait non seulement résider dans la paroisse, mais également être catholique et parler français » (Gauthier, 1998, p. 241).

L'étape suivante, la formation d'une fédération provinciale et d'une caisse centrale, s'avérait critique pour la survie des caisses populaires en tant d'organismes francophones. Au Nouveau-Brunswick, la New Brunswick Credit Union League (NBCUL), formée en 1938, a regroupé 119 coopératives d'épargne et de crédit, dont 48 caisses populaires et 71 *credit unions*. Toutefois, de par sa direction anglophone et ses communications en anglais, la nouvelle ligue promut l'anglicisation des caisses francophones (Daigle, 1987, p. 32). En 1946, au moment où la NBCUL préparait son affiliation à la Credit Union National Association (CUNA), un organisme américain, les caisses acadiennes se sont retirées pour former une nouvelle fédération, la Fédération des caisses populaires acadiennes (FCPA). Selon Jean Daigle : « La différence de mentalité, les problèmes linguistiques entre les deux groupes et le désir de diriger les destinées de la coopération expliquent l'action des coopérateurs qui refusent la solution

de la bonne entente» (Daigle, 1990, p. 87). La FCPA comptait 94 membres en 1965, 88 en 1986, et 85 en 2007.

Au Manitoba, la Credit Union Federation, fondée en 1943, réunissait également des caisses populaires francophones et des *credit unions* anglophones. Malheureusement, selon Gauthier, « tout se passait en anglais, tant aux assemblées que dans les communications écrites, et les formulaires utilisés par les *credit unions* et les caisses populaires n'existaient qu'en anglais » (Gauthier, 1988, p. 71). Ainsi, en 1952, les 33 caisses populaires se sont regroupées pour établir la Caisse centrale de Saint-Boniface qui, en 1982, deviendrait la Fédération des caisses populaires du Manitoba (FCPM)<sup>4</sup>. Gauthier observe que « les caisses populaires ne se contentaient pas d'être des institutions de langue française et de fonctionner en français, elles se reconnaissaient également une responsabilité dans le rayonnement de la langue et de la culture françaises au Manitoba » (*ibid.*, p. 242). Néanmoins, au cours des années 1970, les caisses populaires s'ouvraient de plus en plus à une clientèle anglophone, ce qui a entraîné une détérioration de ses services en français. Par conséquent, en 1986, la FCPM a confirmé de nouveau son caractère français et s'est engagée dans un programme de re francisation (*ibid.*, p. 248-250). Aujourd'hui, la FCPM comprend 27 caisses.

L'Ontario Credit Union League (OCUL), par contre, fondée en 1944, ne regroupait que les *credit unions*, mais ses efforts pour recruter des caisses populaires ont motivé, en 1946, la fondation de la Fédération des caisses populaires d'Ottawa, la prédécesseure de la Fédération des caisses populaires d'Ontario (FCPO). Dès sa première assemblée, la nouvelle fédération s'est déterminée à utiliser le français « dans toutes les transactions, les procès-verbaux, la correspondance, les documents, etc. » (Bureau, 1992, p. 196). La FCPO, constituée de 10 caisses en 1936, comptait 46 caisses affiliées en 1960, 72 en 1978 et 63 en 1992. Aujourd'hui, elle est largement fusionnée avec le Mouvement des caisses Desjardins et, à la suite de consolidations massives, ne comprend, semble-t-il, que 24 caisses affiliées. (Après avoir pris un virage surprenant, Desjardins contrôle également 33 *credit unions* dans la province.) L'Alliance des caisses populaires de l'Ontario (ACPO), fondée en 1979 par 10 caisses du Nord qui avaient abandonné la FCPO, compte maintenant 13 membres.

---

4. De fait, comme ailleurs dans l'Ouest canadien, la loi provinciale exigeait que les raisons sociales soient en anglais, et la nouvelle fédération s'appelait donc la Caisse centrale de Saint-Boniface Credit Union Society Limited. Voir Gauthier, 1988, p. 112.

Nous menons présentement une enquête auprès des 224 institutions financières – 90 en Ontario, 87 au Nouveau-Brunswick, 28 au Manitoba et 19 ailleurs – dont la raison sociale comprenait, en 2006, le mot « caisse », et cela, pour nous informer de leur date de fondation, de leur langue de travail et de leur gamme de services de même que pour vérifier leur statut d'institution francophone. À ce jour, une mince majorité de 52 p. 100 s'est classée comme francophone, tandis que 47 p. 100 se sont décrites comme bilingues et 1 p. 100 comme anglophones.

En analysant cette liste préliminaire, nous trouvons qu'une majorité de francophones habite des municipalités renfermant une caisse populaire (tableau 4). Plus précisément, 83 p. 100 des francophones au Manitoba, 75 p. 100 au Nouveau-Brunswick et 70 p. 100 en Ontario ont accès à une caisse populaire dans leur localité. Dans deux provinces, Terre-Neuve-et-Labrador et la Colombie-Britannique, et, dans les trois territoires, il n'existe aucune caisse populaire. La dernière caisse francophone en Colombie-Britannique, la Caisse populaire de Maillardville, formée en 1946 sous le nom de Caisse populaire de Notre-Dame-de-Lourdes, a fusionné en 2005 avec Vancity Credit Union.

TABLEAU 4

Caisses populaires francophones :  
la distribution de la population francophone selon la présence  
d'une caisse populaire dans la municipalité, par province et territoires, 2006

	Caisses francophones	
	Aucune	Caisses
Terre-Neuve	100,0	0,0
Île-du-Prince-Édouard	95,0	5,0
Nouvelle-Écosse	75,0	25,0
Nouveau-Brunswick	25,0	75,0
Ontario	30,0	70,0
Manitoba	17,0	83,0
Saskatchewan	94,0	6,0
Alberta	96,0	4,0
Colombie-Britannique	100,0	5,0
Territoires	100,0	0,0
Total	40,0	60,0
N francophones	410 980	627 770
N municipalités	1 717	144
Moyenne $N_{fr} / N_{mu}$	239	4 360

Note : Ce tableau comprend les institutions financières qui utilisent le mot « caisse » dans leur raison sociale.

## Complétude et vitalité

Pour des raisons déjà indiquées, nos listes d'institutions francophones, à l'exception des écoles, sont pour le moment provisoires. À notre avis, une institution n'est francophone que si sa langue de travail est le français et que si sa gestion est contrôlée par les francophones. La raison sociale et la désignation officielle peuvent constituer des indices utiles, mais elles ne sont pas définitives.

Néanmoins, avec ces données préliminaires, il nous est possible de faire un premier test de la thèse de complétude institutionnelle et, plus précisément, de la relation entre la complétude institutionnelle et la vitalité linguistique. Pour mesurer la complétude (CoIn), nous avons dénombré les institutions francophones présentes dans chaque municipalité, soit l'école, l'établissement de santé, la paroisse et la caisse populaire, créant ainsi une échelle avec un minimum de 0 et un maximum de 4.

Pour mesurer la vitalité (ViRe), nous avons calculé un indice relatif, le nombre de personnes qui utilisent le français par rapport au nombre de francophones dans la municipalité, c'est-à-dire le taux d'utilisation de la langue française. (La vitalité absolue, c'est-à-dire le nombre de personnes qui utilisent le français, n'est pas étudiée ici.) Ainsi :

$$\text{ViRe} = (((\text{FrMa} + \text{FrTr}) \div (\text{LaMa} + \text{LaTr})) \times \text{PopMu}) \div \text{FrLO}$$

FrMa : le nombre de personnes pour qui le français est la langue parlée le plus souvent à la maison.

FrTr : le nombre de personnes pour qui le français est la langue utilisée le plus souvent au travail.

LaMa : le nombre de personnes qui parlent une langue à la maison.

LaTr : le nombre de personnes qui utilisent une langue au travail.

PopMu : le nombre de personnes qui habitent la municipalité.

FrLO : le nombre de personnes pour qui le français est la première langue officielle parlée.

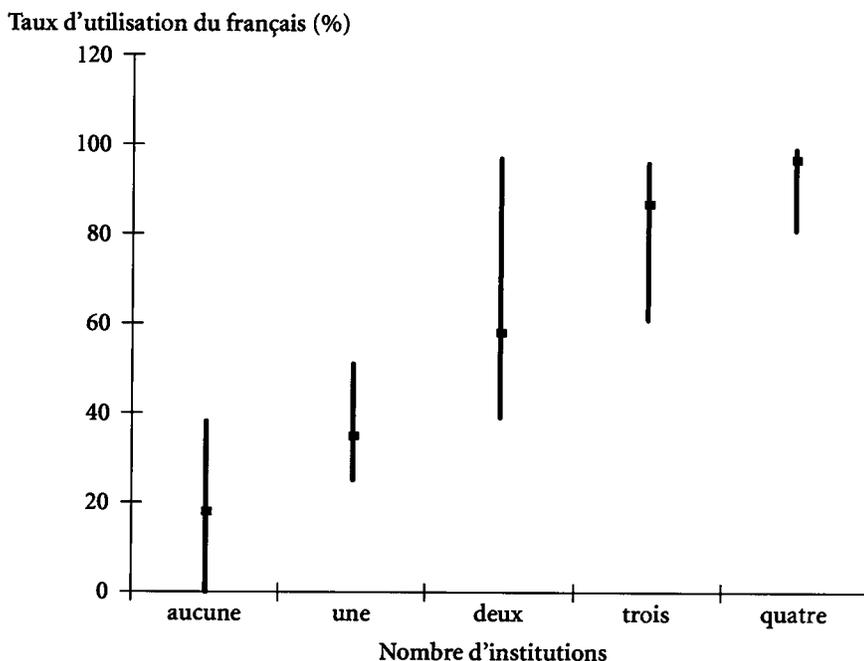
La vitalité relative possède une valeur minimale de 0, mais sa valeur maximale peut dépasser 100 p. 100 quand le nombre de personnes qui utilisent le français excède le nombre de personnes pour qui le français est la première langue officielle parlée.

Notre représentation graphique de la relation entre le taux d'utilisation du français et le nombre d'institutions corrobore la thèse de la complétude institutionnelle. Quand le nombre d'institutions augmente, d'aucune à quatre, le taux d'utilisation du français augmente également, et cela, de façon linéaire. Le taux médian grimpe successivement, passant de 18 à

97 p. 100, et le taux moyen, de 23 à 87 p. 100 (voir tableau 5). Alors, à toute évidence, il existe une association importante ( $V$  de Cramer = 0,48) entre la complétude institutionnelle et le taux d'utilisation du français.

FIGURE I

Le taux d'utilisation du français :  
représentation graphique de sa relation avec la complétude institutionnelle



Note : Dans la représentation graphique, les barres sont délimitées en bas par le premier quartile, en haut par le troisième quartile. Entre les deux se trouve la médiane.

TABLEAU 5

Le taux d'utilisation du français :  
résumé statistique de sa relation avec la complétude institutionnelle

	Nombre d'institutions francophones dans la municipalité				
	aucune	une	deux	trois	quatre
N municipalités	1 501	187	63	76	34
1 <sup>er</sup> quartile	0	25	39	61	81
Médiane	18	35	58	87	97
3 <sup>e</sup> quartile	38	51	97	96	99
Moyenne	23	40	62	77	87
Écart-type	27	25	27	23	18
CV	1,17	0,63	0,44	0,30	0,21

V de Cramer = 0,48 p < 0,001

Est-il possible, toutefois, que la complétude institutionnelle ne soit qu'un substitut pour des variables indépendantes encore plus puissantes, dont par exemple la proportion de francophones ou le nombre de francophones qui habitent la municipalité? Notre analyse de régression démontre clairement que la complétude institutionnelle apporte une contribution à la vitalité linguistique qui s'ajoute à celle de la proportion de francophones. Chose surprenante, le nombre de francophones ne semble pas avoir un effet significatif.

TABLEAU 6

Le taux d'utilisation du français: analyse de régression multiple avec le nombre de francophones, la proportion de francophones et la complétude institutionnelle

Variable indépendante	Coefficient de régression (b)	Coefficient standardisé ( $\beta$ )	Test T de signification	% Variance expliquée
FrLO	0,0	0,010	0,5	0,6
CoIn	4,2	0,119	4,4	6,9
% FrLO	74,4	0,526	20,3	30,6
$R^2 = 0,381$				

## BIBLIOGRAPHIE

- ABDELMALEK, Sayad (1999), *La double absence*, Paris, Seuil, coll. « Liber ».
- ABOU, Sélim (1981), *L'identité culturelle : relations interethniques et problèmes d'acculturation*, Paris, Éditions Anthropos.
- ALLAIN, Greg (2005), « La "nouvelle capitale acadienne"? Les entrepreneurs acadiens et la croissance récente du Grand Moncton », *Francophonies d'Amérique*, n° 19, p. 19-43.
- ALLAIN, Greg, et Maurice BASQUE (2001), *De la survivance à l'effervescence : portrait historique et sociologique de la communauté acadienne et francophone de Saint-Jean*, Nouveau-Brunswick, Saint-Jean, Association régionale de la communauté francophone de Saint-Jean.
- ALLAIN, Greg, Isabelle MC-KEE-ALLAIN et Joseph Yvon THÉRIAULT (1993), « La société acadienne : lectures et conjonctures », dans Jean Daigle (dir.), *L'Acadie des Maritimes : études thématiques des débuts à nos jours*, Moncton, Université de Moncton, Chaires d'études acadiennes, p. 341-384.
- ALLAIRE, Gratien (1987), « Les débuts du mouvement coopératif franco-albertain, 1939-1946 », dans Raymond Théberge et Jean Lafontant (dir.), *Demain, la francophonie en milieu minoritaire?*, Saint-Boniface, Manitoba, Centre de recherche du collège de Saint-Boniface, p. 229-245.
- ALLAIRE, Gratien (2001), *La francophonie canadienne, portraits*, Sudbury-Québec, Prise de parole et CIDEF-AFI, coll. « Francophonies ».
- ALLAIRE, Gratien, et Anne GILBERT (dir.) (1998), *Francophonies plurielle : communications choisies*, Sudbury, Institut franco-ontarien.
- ALLARD, Réal, et Rodrigue LANDRY (1986), « Subjective Ethnolinguistic Vitality Viewed as a Belief System », *Journal of Multilingual and Multicultural Development*, n° 7, p. 1-12.
- ALLARD, Réal, et Rodrigue LANDRY (1994), « Subjective Ethnolinguistic Vitality: A Comparison of Two Measures », *International Journal of the Sociology of Language*, n° 108, p. 117-144.
- ALLARD, Réal, Rodrigue LANDRY et Kenneth DEVEAU (2005), « Conscientisation ethnolinguistique et comportement engagé en milieu minoritaire », *Francophonies d'Amérique*, 20, p. 95-110.
- AMIT, Vered (dir.) (2002), *Realizing Community: Concepts, Social Relationships and Sentiments*, London, Routledge.
- ANDERSON, Benedict (1983), *Imagined Communities: Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*, Verson, London.
- APPADURAI, Arjun (2005), *Après le colonialisme. Les conséquences culturelles de la globalisation*, Paris, Payot, coll. « Petite Bibliothèque ».
- ARSENAULT-CAMERON c. Île-du-Prince-Édouard (2000), *Recueil des arrêts de la Cour suprême du Canada (R.C.S.)*, vol. 1, [en ligne] [<http://csc.lexum.umontreal.ca/fr/2000/2000csc1/2000csc1.html>].
- ASSOCIATION CANADIENNE D'ÉDUCATION DE LANGUE FRANÇAISE (ACELF) (2002), *Écoles francophones du Canada*, Québec.
- ASSOCIATION CANADIENNE DES SOINS DE SANTÉ (ACSS) (2006), *Guide aux établissements de soins de santé du Canada*, vol. 14, Ottawa.
- AUNGER, Edmund A. (1996), « Dispersed Minorities and Segmental Autonomy: French-language School Boards in Canada », *Nationalism and Ethnic Politics*, vol. 2, n° 2, p. 191-215.

- AUNGER, Edmund A. (1999), « Les communautés francophones de l'Ouest : la survivance d'une minorité dispersée », dans Joseph Yvon Thériault (dir.), *Francophonies minoritaires au Canada : l'état des lieux*, Moncton, Éditions d'Acadie, p. 283-304.
- AUNGER, Edmund A. (2004), « Legislating Language Use in Alberta: A Century of Incidental Provisions for a Fundamental Matter », *Alberta Law Review*, vol. 42, n° 2, p. 463-497.
- AUNGER, Edmund A. (2005), « De la répression à la tolérance : les contrariétés du néolibéralisme linguistique en Alberta », dans Jean-Pierre Wallot (dir.), *La gouvernance linguistique : le Canada en perspective*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, p. 111-126.
- AUNGER, Edmund A. (2008), « Espérance de vie : diagnostics et pronostics concernant l'avenir des communautés francophones en Amérique », *Francophonies d'Amérique*, n° 26.
- BADIE, Bertrand (1995), *La fin des territoires*, Paris, Fayard.
- BALCAEN, H., et Lise GABOURY DIALLO (1996), « Présence et influence de l'Ouest français dans l'Ouest canadien », dans G. Cesbron (dir.), *L'Ouest français et la francophonie nord-américaine. Actes du Colloque international de la francophonie*, Angers, Presses de l'Université d'Angers.
- BAREL, Yves (1984), *La société du vide*, Le Seuil, Paris.
- BARTH, Fredrik (1969), *Ethnic Groups and Boundaries: the Social Organization of Culture Difference*, Boston, Little, Brown & Cie.
- BAUDER, Harold, et Bob SHARPE (2002), « Residential Segregation of Visible Minorities in Canada's Gateway Cities », *Le Géographe canadien/ The Canadian Geographer*, vol. 46, n° 3 (automne), p. 204-222.
- BEAUCHEMIN, Jacques (2004), « De la nation à l'identité : la dénationalisation de la représentation politique au Canada français », dans Simon Langlois et Jocelyn Létourneau (dir.), *Aspects de la nouvelle francophonie canadienne*, Québec, Presses de l'Université Laval, coll. « Culture française d'Amérique ».
- BEAULIEU, Marielle (2000), *La santé communautaire en français : analyse de quatre modèles au sein des communautés francophones et acadiennes*, Ottawa, Fédération des communautés francophones et acadiennes du Canada.
- BELKHODJA, Chedly (2005), « Le défi de la régionalisation en matière d'immigration : l'immigration francophone au Nouveau-Brunswick », *Thèmes canadiens – Canadian Issues*, printemps, p. 124-127.
- BERNARD, Roger (1988), *De Québécois à Ontariens*, Ottawa, Le Nordir.
- BERNARD, Roger (1990), *Le déclin d'une culture*, Ottawa, Fédération des jeunes canadiens-français.
- BERNARD, Roger (1991a), *Un avenir incertain : comportements linguistiques et conscience culturelle des jeunes Canadiens français. Vision d'avenir, livre III*, Ottawa, Fédération des jeunes canadiens-français, Commission nationale sur l'assimilation.
- BERNARD, Roger (1991b), *Le travail et l'espoir : migrations, développement économique et mobilité sociale, Québec/Ontario, 1900-1985*, Hearst, Éditions Le Nordir.
- BERNARD, Roger (1992), *L'avenir devant nous : la jeunesse, le problème de l'assimilation et le développement des communautés canadiennes-françaises, livre IV*, Ottawa, Fédération des jeunes canadiens-français, Commission nationale sur l'assimilation.
- BERNARD, Roger (1997), « Les contradictions fondamentales de l'école minoritaire », *Revue des sciences de l'éducation*, vol. 23, n° 3, p. 509-526.
- BERNARD, Roger (1998), *Le Canada français : entre mythe et utopie*, Ottawa, Le Nordir.
- BERNARD, Roger (2000), *À la défense de Montfort*, Ottawa, Le Nordir.
- BHABHA, Homi (1994), *The Location of Culture*, New York, Routledge.
- BOCK, Michel, et Gaétan GERVAIS (2004) *L'Ontario français. Des Pays-d'en-Haut à nos jours*, Ottawa, Centre franco-ontarien de ressources pédagogiques.
- BONNEMAISON, Joël, et Luc CAMBREZY (1996), « Le lien territorial, entre frontières et identités », *Géographie et cultures*, 20, p. 7-18.

- BORDELEAU, Louis-Gabriel, Roger BERNARD et Benoît CAZABON (1999), «L'éducation en Ontario français», dans Joseph Yvon Thériault (dir.), *Francophonies minoritaires au Canada: l'état des lieux*, Moncton, Éditions d'Acadie, p. 435-473.
- BOUCHARD, Louise, et Anne GILBERT (2005), «Capital social et minorités francophones au Canada», *Francophonies d'Amérique*, n° 20 (automne), p. 147-159.
- BOUDREAU, Françoise (1995), «La francophonie ontarienne au passé, au présent et au futur: un bilan sociologique», dans Jacques Cotnam (dir.), *La francophonie ontarienne: bilan et perspectives de recherche*, Ottawa, Le Nordir, p. 17-51.
- BOUDREAU, Raoul, et Marguerite MAILLET (1993), «Littérature acadienne», dans Jean Daigle (dir.), *L'Acadie des Maritimes, études thématiques des débuts à nos jours*, Moncton, Chaires d'études acadiennes.
- BOURDIEU, Pierre (1980), *La distinction*, Paris, Éditions de Minuit.
- BOURDIEU, Pierre (1982), *Ce que parler veut dire: l'économie des échanges linguistiques*, Paris, Fayard.
- BOURGEOIS, Yves, et Daniel BOURGEOIS (2007), «La relation entre territoire et identité. Construction de l'identité acadienne et urbaine dans la région du Grand Moncton», dans Martin
- BOURGEOIS, Daniel, Wilfrid DENIS, Donald DENNIE et Marc L. JOHNSON (2006), *La contribution des gouvernements provinciaux et territoriaux à l'épanouissement des communautés francophones en milieu minoritaire. Un premier bilan et quelques perspectives*, Moncton, Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques.
- BOURHIS, Richard Y. (2001), «Acculturation, Language Maintenance and Language Loss», dans J. Klatzer-Folmer et P. Van Avermaet (ed.), *Theories on Maintenance and Loss of Minority Languages*, New York, Waxmann Verlag, p. 5-37.
- BOURHIS, Richard Y., Howard R. GILES et Doreen ROSENTHAL (1981), «Notes on the Construction of a "Subjective Vitality Questionnaire" for Ethnolinguistic Groups», *Journal of Multilingual and Multicultural Development*, vol. 2, n° 2, p. 145-150.
- BOURHIS, Richard Y., et Rodrigue LANDRY (2002), «La loi 101 et l'aménagement du paysage linguistique au Québec», dans Pierre Bouchard et Richard Y. Bourhis (dir.), «L'aménagement linguistique au Québec: 25 ans d'application de la Charte de la langue française», *Revue d'aménagement linguistique*, hors série, p. 107-132.
- BRETON, Raymond (1964), «Institutional Completeness of Ethnic Communities and the Personal Relations of Immigrants», *American Journal of Sociology*, vol. 70, n° 2, p. 191-215.
- BRETON, Raymond (1983), «La communauté ethnique, communauté politique», *Sociologie et sociétés*, vol. 15, n° 2, p. 28-38.
- BRETON, Raymond (1985a), «L'intégration des communautés francophones hors Québec dans des communautés de langue française», *Revue de l'Université d'Ottawa*, vol. 55, n° 2, p. 79-90.
- BRETON, Raymond (1985b), «Les réseaux d'organisation et les institutions», dans *État de la recherche sur les communautés francophones hors Québec*, Ottawa, Fédération des francophones hors Québec, p. 4-19.
- BRETON, Raymond (1985c), «Les institutions et les réseaux d'organisation des communautés ethnoculturelles», dans Clinton Archibald (dir.), *État de la recherche sur les communautés francophones hors Québec*, Ottawa, Fédération des francophones hors Québec, p. 4-19.
- BRETON, Raymond et autres (1990), *Ethnic Identity and Equality: Varieties of Experience in a Canadian City*, University of Toronto Press, Toronto.
- BRETON, Raymond (1994), «Modalités d'appartenance aux francophonies minoritaires: essai de typologie», *Sociologie et sociétés*, vol. 26, n° 1, p. 59-70.
- BRUNEAU, Michel (2004), *Diasporas et espaces transnationaux*, Paris, Éditions Anthropos, coll. «Villes-Géographie».
- BRUNET, Roger (2001), *Le déchiffrement du monde*, Paris, Bélin.
- BRUNET, Roger, Robert FERRAS et Hervé THÉRY (1993), *Les mots de la géographie: dictionnaire critique*, Montpellier, Reclus, Paris, La Documentation française.

- BUREAU, Brigitte (1992), *Un passeport vers la liberté: les caisses populaires de l'Ontario de 1912 à 1992*, Ottawa, Mouvement des caisses populaires de l'Ontario.
- BURGHARDT, Andrew (1973), «The Bases of Territorial Claim», *The Geographic Review*, 63, p. 225-245.
- CACHON, Jean-Charles et autres (2000), «Les entrepreneurs franco-ontariens dans les P.M.E. du nord de l'Ontario: contexte économique, profil général et profil sectoriel», *Revue du Nouvel-Ontario*, n° 26, p. 9-43.
- CAO, Huhua, Omer CHOUINARD et Olivier DEHOORNE (2005), «De la périphérie vers le centre: l'évolution de l'espace francophone du Nouveau Brunswick au Canada», *Annales de géographie*, 642, p. 115-140.
- CARDINAL, Linda (1994), «Ruptures et fragmentations de l'identité francophone en milieu minoritaire: un bilan critique», *Sociologie et sociétés*, vol. 26, n° 1 (printemps), p. 71-86.
- CARDINAL, Linda (1997), *L'engagement de la pensée: écrire en milieu minoritaire francophone au Canada*, Ottawa, Le Nordir.
- CARDINAL, Linda, Jean LAPOINTE et Joseph Yvon THÉRIAULT (1994), *État de la recherche sur les communautés francophones hors Québec, 1980-1990*, Ottawa, Centre de recherche en civilisation canadienne-française de l'Université d'Ottawa.
- CARTER, Erica et autres (1993), *Space and Place: Theories of Identity and Location*, London, Lawrence and Wishart.
- CASTELLS, Manuel (1997), *The Power of Identity*, Oxford, Malden, Mass., Blackwell.
- CASTONGUAY, Charles (1989), *La situation linguistique des jeunes francophones hors Québec*, Ottawa, Fédération des jeunes canadiens-français.
- CASTONGUAY, Charles (2002), «Pensée magique et minorités francophones», *Recherches socio-graphiques*, 43, n° 2, p. 369-380.
- CASTONGUAY, Charles (2005), «Vitalité du français et concentration des francophones: un bilan, 1971-2001», *Francophonies d'Amérique*, n° 20, p. 15-24.
- CHAMBON, Adrienne et autres (2001), *L'immigration et la communauté franco-torontoise*, Toronto, Université de Toronto, CREFO.
- CHAMBRE DES COMMUNES (2006), *Chambre des communes – Députés*, [en ligne], [<http://webinfo.parl.gc.ca/MembersOfParliament/MainMPsCompleteList.aspx?TimePeriod=Current&Language=F>] (25 novembre 2006).
- CHÉDÉMAIL, Sylvie (1998), *Migrants internationaux et diasporas*, Paris, Armand Collin, coll. «Prépas».
- CHIVALLON, Christine (1996), «Repenser le territoire, à propos de l'expérience antillaise», *Géographie et cultures*, n° 20, p. 45-54.
- CHOQUETTE, Robert (1993a), «L'Église de l'Ontario français», dans Cornelius J. Jaenen (dir.), *Les Franco-Ontariens*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, p. 201-229.
- CHOQUETTE, Robert (1993b), «English-French Relations in the Canadian Catholic Community», dans Terrence Murphy et Gerald Stortz (ed.), *Creed and Culture: The Place of English-Speaking Catholics in Canadian Society, 1750-1930*, Montréal, McGill-Queens University Press, p. 3-24.
- CHURCHILL, Stacy, et Isabel KAPRIELAN-CHURCHILL (1991), *Les communautés francophones et acadiennes du Canada face au pluralisme*, Ottawa, FCFA du Canada.
- CLARKE, Patrick (2004), «L'Acadie du silence. Pour une anthropologie de l'identité acadienne», dans Simon Langlois et Jocelyn Létourneau (dir.), *Aspects de la nouvelle francophonie canadienne*, Québec, Presses de l'Université Laval, coll. «Culture française d'Amérique».
- CLAVAL, Paul (1993), *Initiation à la géographie régionale*, Paris, Nathan.
- CLAVAL, Paul (1996), «Le territoire dans la transition à la postmodernité», *Géographie et cultures*, n° 20 (hiver), p. 93-112.
- CLAVAL, Paul (2003), *Géographie culturelle. Une nouvelle approche des sociétés et des milieux*, Paris, Armand Colin.
- COHEN, Anthony (1985), *The Symbolic Construction of Community*, London, Tavistock.

- CONSEIL DU TRÉSOR DU CANADA (1994), *Description du Règlement en matière de service au public dans les deux langues officielles*, Ottawa, Gouvernement du Canada.
- CORBELL, Jean-Pierre (2005), « L'exogamie et la vitalité ethnolinguistique des communautés francophones en situation minoritaire: vécu langagier et trajectoires linguistiques », *Francophonies d'Amérique*, 20, p. 37-50.
- CORBELL, Jean-Pierre, Claude GRENIER et Sylvie A. LAFRENIÈRE (2007), *Les minorités prennent la parole: résultats de l'Enquête sur la vitalité des minorités de langue officielle*, Ottawa, Statistique Canada.
- CÔTÉ, Serge (1996), « Identité et développement des milieux insulaires », dans Serge Côté, Juan-Luis Klein et Marc-Urbain Proulx (dir.), *Le Québec des régions: vers quel développement?*, Chicoutimi, UQAC-GRIR; Rimouski, UQAR-GRIDEQ, p. 259-273.
- CÔTÉ, Serge (2000), « L'insularité: ses atouts pour le développement local », *Organisations et territoires*, vol. 9, n° 1 (hiver), p. 69-72.
- COUTURE, Claude (2001), « La disparition inévitable des francophones à l'extérieur du Québec: un fait inéluctable ou le reflet d'un discours déterministe? », *Francophonies d'Amérique*, 11, p. 7-18.
- CRESSWELL, Tim (2006), *On the move. Mobility in the modern western world*, New York London, Routledge.
- DAIGLE, Jean (1987), « La création de la Fédération des caisses populaires acadiennes: un exemple de nationalisme économique », *Égalité*, n° 20, p. 15-39.
- DAIGLE, Jean (1990), *Une force qui nous appartient: la Fédération des caisses populaires acadiennes, 1936-1986*, Moncton, Éditions d'Acadie.
- DAIGLE, Jean (1993), « L'Acadie de 1604 à 1763, synthèse historique », dans Jean Daigle (dir.), *L'Acadie des Maritimes, études thématiques des débuts à nos jours*, Chaires d'études acadiennes, Université de Moncton, Moncton, p. 1-43.
- DALLAIRE, Christine (2003), « Not just Francophone: The Hybridity of Minority Francophone Youths in Canada », *International Journal of Canadian Studies/ Revue internationale d'études canadiennes*, n° 28, p. 163-199.
- DALLAIRE, Christine, et Claude DENIS (2000), « "If you don't speak french, you're out": Don Cherry, the Alberta Francophone Games and the Discursive Construction of Canada's Francophones », *Cahiers canadiens de sociologie*, vol. 25, n° 4 (automne), p. 415-440.
- DALLAIRE, Christine, et Claude DENIS (2003), « Pouvoir social et modulations de l'hybridité au Canada: les jeunes aux Jeux de l'Acadie, aux Jeux franco-ontariens et aux Jeux francophones de l'Alberta », *Études canadiennes/ Canadian Studies*, n° 55, p. 7-23.
- DALLAIRE, Christine, et Josianne ROMA (2003), « Entre la langue et la culture, l'identité francophone des jeunes en milieu minoritaire au Canada. Bilan des recherches », dans Réal Allard (dir.), *Actes du colloque pancanadien sur la recherche en éducation en milieu francophone minoritaire: bilan et perspectives*, Moncton, Centre de recherche et développement en éducation, Québec, Association canadienne d'éducation de langue française, p. 30-46.
- DALLAIRE, Christine, et David WHITSON (1998), « Growing up in the Archipel: Youth Identities in the Contexte of the Alberta Francophone Games », dans Caroline Andrew, Will Straw et Joseph Yvon Thériault (dir.), *Identité canadienne: région/pays/nation, Canadian Issues/Thèmes canadiens*, vol. 20, p. 91-107.
- DAUPHINÉ, André (2003), *Les théories de la complexité géographique*, Paris, Anthropos.
- DELANEY, Daniel (2005), *Territory, a short introduction*, Oxford, Blackwell Publishing.
- DENIS, Claude (1996), « La patrie et son nom. Essai sur ce que veut dire le Canada français », *Francophonies d'Amérique*, 28.
- DENIS, Wilfrid B. (1993), « La complétude institutionnelle et la vitalité des communautés fransaskoises en 1992 », *Cahiers franco-canadiens de l'Ouest*, vol. 5, n° 2, p. 253-284.
- DEVEAU, Kenneth, Rodrigue LANDRY et Réal ALLARD (2005), « Au-delà de l'autodéfinition: composantes distinctes de l'identité ethnolinguistique », *Francophonies d'Amérique*, 20 (automne), p. 79-94.

- DEVEAU, Kenneth, Rodrigue LANDRY et Réal ALLARD (2008), « Engagement identitaire francophone en milieu minoritaire », dans Joseph Yvon Thériault, Anne Gilbert et Linda Cardinal (dir.), *L'espace francophone en milieu minoritaire au Canada. Nouveaux enjeux, nouvelles mobilisations*, Montréal, Fides.
- DI MÉO, Guy (1998), *Géographie sociale et territoires*, Paris, Nathan.
- DI MÉO, Guy (2004), « Composantes spatiales, formes et processus géographiques des identités », *Annales de géographie*, p. 638-639.
- DI MÉO, Guy, et Pascal BULÉON (dir.) (2005), *L'espace social: lecture géographique des sociétés*, Paris, Armand Colin.
- DORAIS, Louis-Jacques (2004), « La construction de l'identité », dans Denise Deshaies et Diane Vincent (dir.), *Discours et constructions identitaires*, Québec, CEFAN, Presses de l'Université Laval, p. 1-11.
- DORAIS, Louis-Jacques, et Edmund SEARLES (2001), « Identités inuit/Inuit identities », *Études Inuit Studies*, vol. 25, n<sup>os</sup> 1-2, p. 9-35.
- DORTIER, Jean-François (1998), « L'individu disperse et ses identités multiples », dans Jean-Claude Ruano-Borbalan, *L'identité. L'individu, le groupe et la société*, Auxerre, Sciences humaines éditions.
- DUBAR, Claude (1998), « Socialisation et construction identitaire », dans Jean-Claude Ruano-Borbalan, *L'identité. L'individu, le groupe et la société*, Auxerre, Sciences humaines éditions.
- DUGAS, Clermont (1981), *Un pays de distance et de dispersion*, Québec, Presses de l'Université du Québec.
- DUGAS, Clermont (1983), *Les régions périphériques: défis au développement du Québec*, Québec, Presses de l'Université du Québec.
- DUQUETTE, Georges (2004), « Les différentes facettes identitaires des élèves âgés de 16 ans et plus inscrits dans les écoles de langue française en Ontario », *Francophonies d'Amérique*, 18, p. 77-92.
- DURAND, Martin (2004), « Évolution et consolidation de l'espace francophone du Grand Moncton au Nouveau-Brunswick: 1960-2002 ». Thèse de maîtrise, Québec, Université Laval, [en ligne], [<http://www.theses.ulaval.ca/2004/21595/21595.html>] (28 mai 2005).
- EPENDA MUTEBA WA LUPANDJA, Augustin (2004), « Les milieux ruraux québécois en restructuration: diagnostic, facteurs tangibles et intangibles de dévitalisation rurale et perspectives de développement local approprié », thèse de doctorat en développement régional, Rimouski, Université du Québec à Rimouski; Chicoutimi, Université du Québec à Chicoutimi.
- ERFURT, Jürgen (1999), « Le changement de l'identité linguistique chez les Franco-Ontariens. Résultat d'une étude de cas », dans Normand Labrie et Gilles Forlot (dir.), *L'enjeu de la langue en Ontario français*, Sudbury, Prise de parole, coll. « Ancrages », p. 59-77.
- FÉDÉRATION DES COMMUNAUTÉS FRANCOPHONES ET ACADIENNES DU CANADA (2001), *Pour un meilleur accès à des services de santé en français*, Ottawa.
- FÉDÉRATION DES COMMUNAUTÉS FRANCOPHONES ET ACADIENNES DU CANADA (1992), *Dessein 2000: pour un espace francophone*, Ottawa.
- FONTAN, Jean-Marc (2000), « Capital sociolinguistique territorialisé dans un contexte de continentalisation des économies: l'espace de la francophonie », dans André Fauchon (dir.), *La francophonie panaméricaine: état des lieux et enjeux*, Winnipeg, Presses universitaires de Saint-Boniface, p. 195-212.
- FONTAN, Jean-Marc, Juan-Luis KLEIN et Diane-Gabrielle TREMBLAY (2005), *Innovation socio-territoriale et reconversion économique: le cas de Montréal*, Paris, L'Harmattan.
- FRÉMONT, Armand (1976), *La région, espace vécu*, Paris, Presses universitaires de France.
- FRENETTE, Yves (1998), *Brève histoire des Canadiens français*, Québec, Boréal.
- FRENETTE, Yves (2001), *Les francophones de la Nouvelle-Angleterre, 1524-2000*, Sainte-Foy, INRS-Urbanisation, culture et société, coll. « Francophonies d'Amérique ».
- FRIEDMAN, Jonathan (1994), *Cultural Identity and Global Process*, London, Sage.

- GAFFIELD, Chad (1993), *Aux origines de l'identité franco-ontarienne: éducation, culture, économie*, Presses de l'Université d'Ottawa.
- GALARNEAU, Daniel (1996), « L'Acadie de la diaspora », Table ronde, dans *Le Congrès mondial acadien. L'Acadie en 2004. Actes des conférences et des tables rondes*, Éditions d'Acadie, Moncton.
- GALLANT, Nicole (2007), « Ouverture et inclusion identitaire en milieu francophone minoritaire: quand les immigrants sont la minorité de la minorité », *Nos diverses cités*, 3, p. 93-97.
- GALLANT, Nicole, et Chedly BELKHODJA (2005), « Production d'un discours sur l'immigration et la diversité par les organismes francophones et acadiens au Canada », *Études ethniques canadiennes/Canadian Ethnic Studies*, 37, 3, p. 35-58.
- GAUTHIER, Maurice (1988), *De la table de cuisine à la rue principale: 50 ans d'histoire des caisses populaires du Manitoba, 1937-1987*, Winnipeg, Conseil de la coopération du Manitoba.
- GEERTZ, Clifford (1973), *The Interpretations of Cultures*, New York, Basic Books.
- GELLNER, Ernest (1983), *Nations and Nationalism*, Oxford, Blackwell.
- GÉRIN-LAJOIE, Diane (2003), *Parcours identitaires des jeunes francophones en milieu minoritaire*, Sudbury, Prise de parole.
- GÉRIN-LAJOIE, Diane (2004), « La problématique identitaire et l'école de langue française en Ontario », *Francophonies d'Amérique*, n° 18 (automne), p. 171-179.
- GIDDENS, Anthony (1987), *La constitution de la société. Éléments de la théorie de la structuration*, Paris, Presses universitaires de France.
- GIDDENS, Anthony (1991), *Modernity and Self-Identity: Self and Society in the Late Modern Age*, Cambridge, Polity.
- GILBERT, Angus (1984), « La perception des Franco-Ontariens par un Anglo-Ontarien », *Revue du Nouvel Ontario*, n° 6, p. 107-110.
- GILBERT, Anne (1999), *Espaces franco-ontariens*, Ottawa, Le Nordir.
- GILBERT, Anne (2001), « Le français au Canada entre droits et géographie », *Le Géographe canadien/The Canadian Geographer*, vol. 45, 1, p. 173-179.
- GILBERT, Anne (2005), « La diversité de l'espace franco-ontarien: un défi au développement », dans Jean-Pierre Wallot (dir.), *La gouvernance linguistique: le Canada en perspectives*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, p. 57-75.
- GILBERT, Anne (2008), « Du village à la métropole: les nouvelles communautés franco-ontariennes », dans Dean Louder et Éric Waddell (dir.), *Franco-Amérique*, Sillery, Éditions du Septentrion, p. 61-81.
- GILBERT, Anne (2009), « La refondation de la communauté franco-ontarienne par l'école: constats et enjeux », dans Anne Trépanier (dir.), *Fondation-refondation. Quel avenir pour la démocratie?*, Ottawa, Les Presses de l'Université d'Ottawa, p. 220-242.
- GILBERT, Anne, et André LANGLOIS (2004), « La mesure des variations territoriales du bien-être de la population vieillissante de l'Outaouais, entre caractères objectifs et évaluations subjectives », *Le Géographe canadien/The Canadian Geographer*, vol. 48, n° 3, p. 326-344.
- GILBERT, Anne et André LANGLOIS (2006), « Organisation spatiale et vitalité des communautés francophones des métropoles à forte dominance anglaise du Canada », *Francophonies d'Amérique*, 21, p. 105-129.
- GILBERT, Anne, André LANGLOIS, Rodrigue LANDRY et Edmund A. AUNGER (2005), « L'environnement et la vitalité communautaire des minorités francophones: vers un modèle conceptuel », *Francophonies d'Amérique*, 20 (automne), p. 51-62.
- GILBERT, Anne, et Marie LEFEBVRE (2008), « Un espace sous tension: nouvel enjeu de la vitalité communautaire de la francophonie canadienne », dans Joseph Yvon Thériault, Anne Gilbert et Linda Cardinal (dir.), *L'espace francophone en milieu minoritaire au Canada. Nouveaux enjeux, nouvelles mobilisations*, Montréal, Fides, p. 27-72.
- GILBERT, Anne, et Joan MARSHALL (1995), « Local Change in Linguistic Balance in the Bilingual Zone: francophones de l'Ontario et anglophones du Québec », *Le Géographe canadien/The Canadian Geographer*, 39, 3, p. 194-218.

- GILES, Howard R., Richard Y. BOURHIS et Donald M. TAYLOR (1977), « Toward a Theory of Language in Ethnic Group Relations », dans Howard R. Giles (dir.), *Language Ethnicity and Intergroup Relations*, London, Academic Press, p. 307-348.
- GOFFMANN, Erving (1973), *La mise en scène de la vie quotidienne*, Paris, Éditions de Minuit, coll. « Le sens commun ».
- GOLDENBERG, Sheldon, et Valerie HAINES (1992), « Social Networks and Institutional Completeness: From Territory to Ties », *Canadian Journal of Sociology*, vol. 17, n° 3, p. 301-312.
- GRATTON, Michel (2003), *Montfort. La lutte d'un peuple*. Ottawa, Centre franco-ontarien de ressources pédagogiques.
- GUÉRIN-PACE, France, et Yves GUERMOND (2006), « Identité et rapport au territoire », *L'espace géographique*, 4, p. 289-290.
- GUILLAUME, Sylvie, et Pierre GUILLAUME (2003), *Nouveaux regards sur les francophonies torontoises*, Pessac, Maison des sciences de l'homme d'Aquitaine (MSHA).
- GUIMOND, Laurie (2006), « Isolement et identité: l'espace vécu dans deux communautés francophones de la Basse-Côte-Nord », thèse de maîtrise en géographie, Ottawa, Université d'Ottawa.
- GUIMOND, Laurie (2007), « L'identité en Basse-Côte-Nord francophone: un moteur de vitalité? », *Francophonies d'Amérique*, n° 23-24, p. 203-229.
- GUMUCHIAN, Hervé, Éric GRASSET, Romain LAJARGE et Emmanuel ROUX (2003), *Les acteurs, ces oubliés du territoire*, Paris, Anthropos, coll. « Géographie ».
- HAESBAERT, Rogerio (2001), « Le mythe de la déterritorialisation », *Géographie et cultures*, n° 40, p. 53-75.
- HALL, Edward T. (1977), *La dimension cachée*, Paris, Le Seuil.
- HALL, Stuart (1990), « Cultural Identity and Diaspora », dans Patrick Williams et Laura Chrisman (dir.), *Colonial discourse and Post-Colonial Theory. A Reader*, Londres, Haverster-Wheatsheaf.
- HALL, Stuart (2003), « Cultural Identity and Diaspora », dans Jana Evans Braziel et Anita Manntur (dir.), *Theorizing Diaspora*, Malden, Blackwell Publishing.
- HAMERS, Josiane F., et Michel H. A. BLANC, (2000), *Bilinguality and Bilingualism*, 2<sup>e</sup> édition, Cambridge, University Press.
- HARVEY, David (1996), *Justice, Nature and the Geography of Difference*, Oxford, Blackwell.
- HARVEY, Fernand (1995), « Le Québec et le Canada français: histoire d'une déchirure », dans Simon Langlois (dir.), *Identité et cultures nationales*, Québec, Presses de l'Université Laval, coll. « Culture française d'Amérique ».
- HARWOOD, Jake, Howard GILES et Richard Y. BOURHIS (1994), « The genesis of vitality theory: historical patterns and discursal dimensions », *International Journal of the Sociology of Language*, n° 108, p. 167-206.
- HELLER, Monica (1994), *Crossroads: Language, Education and Ethnicity in French Ontario*, New York, Mouton de Gruyter.
- HELLER, Monica (1999), *Linguistic Minorities and Modernity: A Sociolinguistic Ethnography*, New York, Longman.
- HELLER, Monica, et Normand LABRIE (dir.) (2003), *Discours et identités. La francité canadienne entre modernité et mondialisation*, Cortil-Wodon, Éditions modulaires européennes.
- HELLER, Monica, et Laurette LÉVY (1991), *Les mariages linguistiquement mixtes*, Toronto, Centre de recherches en éducation franco-ontarienne.
- HERB, Guntram H. (1999), « National Identity and Territory », dans Guntram H. Herb, et David H. Kaplan (dir.), *Nested Identities: Nationalism, Territory and Scale*, Lanham (Maryland), Rowan et Littlefield.
- HERB, Guntram H., et David H. KAPLAN (1999), « Introduction », dans Guntram H. Herb et David H. Kaplan (dir.), *Nested Identities: Nationalism, Territory and Scale*, Lanham (Maryland), Rowan et Littlefield.
- HIGHMORE, Ben (dir.) (2002), *The Everyday Life Reader*, London, Routledge.
- HOBSBAWM, Eric J. (1990), *Nations and Nationalism Since 1780*, Cambridge, Cambridge University Press.

- HOROWITZ, Donald L. (1985), *Ethnic Groups in Conflict*, Berkeley, University of California Press.
- JEAN, Bruno (1997), *Territoires d'avenir: pour une sociologie de la ruralité*, Québec, Presses de l'Université du Québec.
- JEDWAB, Jack (2002), *L'immigration et l'épanouissement des communautés de langue officielle au Canada: politiques, démographie et identité*, Ottawa, Commissariat aux langues officielles.
- JOHNSTON, R. J. et autres (2000), *The Dictionary of Human Geography*, Malden, Blackwell Publishers.
- JOHNSON, Marc, et Paule DOUCET (2006), *Une vue plus claire: évaluer la vitalité des communautés de langue officielle en milieu minoritaire*, Ottawa, Commissariat aux langues officielles.
- JOHNSON, Marc, et Isabelle MCKEE-ALLAIN (1999), « La société et l'identité de l'Acadie contemporaine », dans Joseph-Yvon Thériault (dir.), *Francophonies minoritaires au Canada: l'état des lieux*, Moncton, Éditions d'Acadie, p. 209-235.
- JUTEAU, Danielle (1983), « La production de l'ethnicité ou la part réelle de l'idéal », *Sociologie et sociétés*, vol. 2, n° 15 (octobre), p. 39-54.
- JUTEAU, Danielle (1994), « Essai – Multiples francophonies minoritaires: multiples citoyennetés », *Sociologie et sociétés*, vol. 26, n° 1 (printemps), p. 33-45.
- JUTEAU, Danielle (1999), *L'ethnicité et ses frontières*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal.
- KAYSER, Bernard (1989), *Les sciences sociales face au monde rural*, Toulouse, Presses universitaires du Mirail.
- KEITH, Michael, et Steve PILE (1993), *Place and the Politics of Identity*, London, New York, Routledge.
- KNIGHT, David B. (1982), « Identity and Territory: Geographical Perspectives on Nationalism and Regionalism », *Annals of the Association of American Geographers*, 72, p. 514-531.
- LABRIE, Normand (dir.) (1997), « Études récentes en linguistique de contact », *Plurilingua*, Bonn, Dummler.
- LABRIE, Normand, et Gilles FORLOT (dir.) (1999), *L'enjeu de la langue en Ontario français*, Sudbury, Prise de parole.
- LACHANCE, Lise (2005), *Annuaire de l'église catholique au Canada*, Montréal, Éditions Novalis.
- LACOMBE, Guy (2003), « Le français et les paroisses », dans Alice Trottier (dir.), *Ensemble, fidèles, assidus: histoire de la paroisse Saint-Thomas-d'Aquin*, Edmonton, Paroisse Saint-Thomas-d'Aquin, p. 113.
- LACOSTE, Yves (1989), « Éditorial: géopolitique des diasporas », *Hérodote*, 53, p. 3-12.
- LAFLAMME, Simon (2001), « Alternance linguistique et postmodernité: le cas des jeunes francophones en contexte minoritaire », *Francophonies d'Amérique*, n° 12 (automne), p. 105-112.
- LALONDE, André (1983a), « L'Église catholique et les francophones de l'Ouest, 1818-1930 », *Sessions d'étude*, n° 50, p. 485-497.
- LALONDE, André (1983b), « Les Canadiens français de l'Ouest: espoirs, tragédies et incertitudes », dans Dean Louder et Eric Waddell (dir.), *Du continent perdu à l'archipel retrouvé, le Québec et l'Amérique française*, Québec, Presses de l'Université Laval, coll. « Culture française d'Amérique ».
- LANDRY, Rodrigue (1994), « Diagnostic sur la vitalité de la communauté acadienne du Nouveau-Brunswick », *Revue Égalité*, n° 36, p. 11-39.
- LANDRY, Rodrigue, et Réal ALLARD (1990), « Contact des langues et développement bilingue: un modèle macroscopique », *La revue canadienne des langues vivantes/The Canadian Modern Language Review*, n° 46, p. 527-553.
- LANDRY, Rodrigue, et Réal ALLARD (1994a), « The Acadians of New Brunswick: Demolinguistic Realities and the Vitality of the French Language », *International Journal of the Sociology of Language*, n°s 105-106, p. 181-215.
- LANDRY, Rodrigue, et Réal ALLARD (1994b), « Profil sociolinguistique des Acadiens du Nouveau-Brunswick », *Études canadiennes/Canadian Studies*, 37, p. 211-236.

- LANDRY, Rodrigue, et Réal ALLARD (1996), « Vitalité ethnolinguistique et l'étude la francophonie canadienne », dans Jürgen Erfurt (dir.), *De la polyphonie à la symphonie : méthodes, théories et faits de la recherche pluridisciplinaire sur le français au Canada*, Leipzig, Leipziger Universitätsverlag, p. 61-87.
- LANDRY, Rodrigue, Réal ALLARD, Noella BOURGEOIS et Kenneth DEVEAU (2005), « Autodétermination du comportement langagier en milieu minoritaire: un modèle conceptuel », *Francophonies d'Amérique*, 20 (automne), p. 63-78.
- LANDRY, Rodrigue, Réal ALLARD et Kenneth DEVEAU (2006), « Revitalisation ethnolinguistique. Un modèle macroscopique », dans André Magord (dir.), *Adaptation et innovation. Expériences acadiennes contemporaines*, Bruxelles, Presses interuniversitaires européennes, p. 105-124.
- LANDRY, Rodrigue, et Richard Y. BOURHIS (1997), « Linguistic Landscape and Ethnolinguistic Vitality: an Empirical Study », *Journal of Language and Social Psychology*, n° 16, p. 23-49.
- LANDRY, Rodrigue, Kenneth DEVEAU et Réal ALLARD (2006), « Vitalité ethnolinguistique et construction identitaire: le cas de l'identité bilingue », *Éducation et francophonie*, vol. 39, n° 1 (printemps) p. 54-81.
- LANDRY, Rodrigue, et Serge ROUSSELLE (2003), *Éducation et droits collectifs. Au-delà de l'article 23 de la Charte*, Moncton, Les Éditions de la francophonie.
- LANGLOIS, André (2000a), « Comportements linguistiques selon le milieu et effet de structure », *Recherches sociographiques*, vol. 16, n° 2, p. 211-238.
- LANGLOIS, André (2000b), « Analyse de l'évolution démographique de la population francophone hors Québec, 1971-1996 », *Recherches sociographiques*, 41, n° 2, p. 211-238.
- LANGLOIS, André, et Dale ANDERSON (2002), « Resolving the Quality of Life/Well-Being Puzzle: Toward a New Model », *La Revue canadienne des sciences régionales*, vol. 25, n° 3, p. 501-512.
- LANGLOIS, André, et Anne GILBERT (2005), « L'effet de milieu sur la qualité de vie et le bien-être: vers une intégration des points de vue objectif et subjectif », dans Patrick Baudot et autres (dir.), *Cadre de vie et travail: les dimensions d'une qualité de vie au quotidien*, Aix-en-Provence, Éditions Édisud, p. 87-100.
- LANGLOIS, André, et Anne GILBERT (2006a), « Les nouvelles modalités d'inscription territoriale de l'Acadie: conséquences sur la vitalité communautaire », dans André Magord (dir.), *Innovation et adaptation: expériences acadiennes contemporaines*, Bruxelles, P.I.E. – Peter Lang, p. 221-234.
- LANGLOIS, André, et Anne GILBERT (2006b), « Typologie et vitalité des communautés francophones minoritaires du Canada », *Le Géographe canadien/The Canadian Geographer*, 50, 4, p. 432-449.
- LANGLOIS, Simon, et Jocelyn LÉTOURNEAU (dir.) (2004), *Aspects de la nouvelle francophonie canadienne*, Québec, Presses de l'Université Laval.
- LAVIE, Smadar, et Ted SWEDENBURG (1996), « Between and among boundaries of culture: bridging text and lives experience in the third timespace », *Cultural Studies*, vol. 10, n° 1, p. 154-179.
- LEBLANC, Gilberte Couturier, Alcide GODIN et Aldéo RENAUD (1993), « L'enseignement français dans les Maritimes, 1604-1992 », dans Jean Daigle (dir.), *L'Acadie des Maritimes: études thématiques des débuts à nos jours*, Chaire d'études acadiennes, Université de Moncton, p. 543-585.
- LEFEBVRE, Marie (2006a), « L'identité bilingue et le capital linguistique communautaire: le cas du Grand Moncton », *Francophonies d'Amérique*, 22, p. 73-90.
- LEFEBVRE, Marie (2006b), *Peut-on parler d'une diaspora acadienne? Une analyse de l'effet du milieu et de la descendance sur la construction et la manifestation identitaires des Acadiens du Québec*. Thèse de maîtrise, Ottawa, Université d'Ottawa.
- LEFEBVRE, Marie (2007), « La construction et la manifestation identitaires chez les Acadiens du Québec: piste de réflexion », dans Martin Pâquet et Stéphane Savard (dir.), *Balises et références. Acadies, francophonies*, Québec, Presses de l'Université Laval, coll. « Culture française d'Amérique ».
- LEPAGE, André, Pierre PLEAU et Marc-Adélar TREMBLAY (1968), *Changements dans l'organisation économique et sociale à Tête-à-la-Baleine*, Sainte-Foy, Université Laval, Centre d'études nordiques, Laboratoire d'ethnographie.

- LEPICQ, Dominique, et Richard Y. BOURHIS (1996), « Attitudes et comportements linguistiques dans les zones bilingues du Canada », dans Jürgen Erfurt (dir.), *De la polyphonie à la symphonie : méthodes, théories et faits de la recherche pluridisciplinaire sur le français au Canada*, Leipzig, Leipziger Universitätsverlag, p. 89-117.
- LÉVY, Jacques, et Michel LUSSAULT (2003), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Bélin.
- LIPIANSKY, Edmond Marc (1998), « L'identité personnelle », dans Jean-Claude Ruano-Borbalan (dir.), *L'identité : l'individu, le groupe et la société*, Auxerre, Éditions Sciences humaines, p. 21-29.
- LIVINGSTONE, David N. (1992), *The Geographical Tradition*, Oxford, Blackwell.
- LOUDER, Dean, Cécyle TRÉPANIÉ et Éric WADDELL (1994), « La francophonie nord-américaine : mise en place et processus de diffusion géohistorique », dans Claude Poirier (dir.), *Langue, espace, société : les variétés du français en Amérique du Nord*, Québec, Presses de l'Université Laval, p. 185-202.
- LOUDER, Dean, Cécyle TRÉPANIÉ et Éric WADDELL (1999), « La francophonie canadienne minoritaire : d'une géographie difficile à une géographie d'espoir », dans Joseph Yvon Thériault (dir.), *Francophonies minoritaires au Canada. État des lieux*, Moncton, Éditions d'Acadie.
- LOUDER, Dean, et Éric WADDELL (2008), *Franco-Amérique*, Québec, Septentrion.
- LOUDER, Dean, et Éric WADDELL (1983), *Du continent perdu à l'archipel retrouvé : le Québec et l'Amérique française*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval.
- MANITOBA, Secrétariat aux affaires francophones (1999), « La politique sur les services en langue française », Winnipeg, [en ligne] [<http://www.gov.mb.ca/fls-slf/03flspolicy.fr.html>].
- MARSHALL, Joan, et Natalie FOSTER (2002), « "Between Belonging" : Habitus and the Migration Experience », *The Canadian Geographer/Le Géographe canadien*, 46, n° 1, p. 63-83.
- MARTEL, Angéline (1991), *Les droits scolaires des minorités de langue officielle au Canada : de l'instruction à la gestion*, Ottawa, Commissariat aux langues officielles.
- MARTIN, James (2005), « Identity », dans David Atkinson, Peter Jackson, David Sibley and Neil Washbourne (dir.), *Cultural Geography. A critical dictionary of key concepts*, New York, I.B. Tauris & Co Ltd.
- MAXWELL, Thomas R. (1977), *The Invisible French : the French in Metropolitan Toronto*, Waterloo, Wilfrid Laurier University Press.
- MITCHELL, Don (2005), « Landscape », dans David Sibley, Peter Jackson, David Atkinson et Neil Washbourne (dir.), *Cultural Geography : A Critical Dictionary of Key Concepts*, London, IB Tauris & Co Ltd., p. 49-56.
- MOÏSE, Claudine (1995), *Mise en discours d'identités minoritaires, la communauté franco-ontarienne de Sudbury*, thèse de doctorat, Université Paul-Valéry, Montpellier.
- MOLES, Abraham A., et Élisabeth ROHMER (1972), *Psychologie de l'espace*, Paris, Casterman.
- MOUGEON, Raymond (1979), « Les mariages mixtes et l'assimilation des francophones au Canada », *Revue de l'Association canadienne d'éducation de langue française*, 8, 1, p. 24-29.
- NUTLEY, Stephan D. (1980), « The Concept of "isolation". A Method of Evaluation and a West Highland Example », *Regional Studies*, vol. 14, n° 2 (avril), p. 111-123.
- O'KEEFE, Michael (1998), *Minorités francophones : assimilation et vitalité des communautés*, Patrimoine canadien, Nouvelles perspectives canadiennes.
- PAASI, Anssi (1996), *Territories, Boundaries, and Consciousness : The Changing Geographies of the Finnish-Russian Border*, Chichester, John Wiley.
- PÂQUET, Martin, et Stéphane SAVARD (dir.) (2007), *Balises et références. Acadies, francophonies*, Québec, Presses de l'Université Laval.
- PARÉ, François (2003), *La distance habitée*, Ottawa, Le Nordir.
- PÉRON, Françoise (1988), « L'insularité », *Bulletin de l'Association de géographes français*, vol. 65, n° 3, p. 239-255.
- PÉRON, Françoise (1992), « L'île, espace culturel : formes d'attache aux lieux en Bretagne », *Géographie et cultures*, n° 2 (juin), p. 3-33.

- PÉRON, Françoise (2005), « Fonctions sociales et dimensions subjectives des espaces insulaires », *Annales de géographie*, vol. 114, n° 644 (juillet-août), p. 422-436.
- PORTES, Alexandro (1998), « Social Capital: its Origins and Applications in Modern Sociology », *Annual Review of Sociology*, n° 24, p. 1-24.
- POULIN, Pierre (1990), *Histoire du Mouvement Desjardins*, t. 1, *Desjardins et la naissance des caisses populaires*, Montréal, Québec Amérique.
- POURTIER, Roland (1991), « Imagerie, imaginaire et stratégies territoriales », dans Hervé Théry (dir.), *L'État et les stratégies du territoire*, Paris, CNRS.
- PRUJINER, Alain (1982), « L'État et l'identité culturelle », dans Jean-Denis Gendron, Alain Prujiner et Richard Vigneault (dir.), *Identité culturelle: approches méthodologiques*, actes du colloque IDERIC-CIRB tenu à Sophia Antipolis (Université de Nice), du 25 au 30 mai 1981, Québec, Centre international de recherche sur le bilinguisme.
- PRUJINER, Alain, Denise DESHAIES, Josianne F. HAMERS, Michel BLANC, Richard CLÉMENT et Rodrigue LANDRY (1984), *Variation du comportement langagier lorsque deux langues sont en contact*, Québec, Centre international de recherches sur le bilinguisme.
- QUÉBEC, CONSEIL EXÉCUTIF, DÉVELOPPEMENT CULTUREL (1980), *La Basse-Côte-Nord: vers l'avenir*, synthèse et rédaction par Guy Lemieux; édition par Marcel Gilbert, Québec, Éditeur officiel du Québec, Service des publications officielles.
- QUELL, Carsten (2002), *L'immigration et les langues officielles: obstacles et possibilités qui se présentent aux immigrants et aux communautés*, Ottawa, Commissariat aux langues officielles.
- REMIGGI, Frank W. (1975), « Persistence of Ethnicity. A Study of Social and Spatial Boundaries on the Eastern Lower North Shore: 1820-1970 », mémoire de maîtrise en développement régional, St. John's, Memorial University of Newfoundland.
- RIBORDY, Annette (1996), « L'apport des gens d'affaires francophones à l'économie du Nord-Est », dans Anne Gilbert et André Plourde (dir.), *L'Ontario français, valeur ajoutée?*, actes du colloque tenu le 26 avril 1996, Centre de recherche en civilisation canadienne-française, Université d'Ottawa, Ottawa, p. 101-107.
- RICCEUR, Paul (1990), *Soi-même comme un autre*, Paris, Seuil.
- RIVARD, Étienne (2007), « Balises identitaires et références territoriales, l'essence des diasporas métisses », dans Martin Pâquet et Stéphane Savard (dir.), *Balises et références. Acadies, francophonies*, Québec, Presses de l'Université Laval, coll. « Culture française d'Amérique ».
- ROBY, Yves (1975), *Les caisses populaires: Alphonse Desjardins, 1900-1920*, Ottawa, Fédération des caisses populaires Desjardins de Québec.
- ROBY, Yves (2000), *Les Franco-Américains de la Nouvelle-Angleterre. Rêves et réalités*, Sillery, Septentrion.
- ROSS, Sheila (2003), « Bishop J. T. McNally and the Anglicization of the Diocese of Calgary: 1913-1915 », *Historical Studies*, n° 69, p. 85-100.
- ROY, Vincent (2008), *Institutions scolaires et vitalité francophone à Moncton, 1981-2001*. Thèse de maîtrise en géographie, Université d'Ottawa, Ottawa.
- RUANO-BORBALAN, Jean-Claude (dir.) (1998), *L'identité: l'individu, le groupe et la société*, Auxerre, Sciences humaines éditions.
- RYAN, Richard M., et Edward L. DECI (2003), « On Assimilating Identities to the Self: A Self-Determination Theory Perspective on Internationalisation and Integrity within Cultures », dans Mark R. Leary et June P. Tangney (ed.), *Handbook of Self and Identities*, New York, The Guildford Press, p. 253-272.
- SACHDEV, Itesh, et Richard Y. BOURHIS (2001), « Multilingual Communication », dans W. Peter Robinson et Howard R. Giles (dir.), *The New Handbook of Language and Social Psychology*, New York, Wiley, p. 407-428.
- SACK, Robert (1986), *Human Territoriality. Its Theory and History*, Cambridge: Cambridge Studies in Historical Geography.
- SAVAS, Daniel (1990), « Institutions francophones et vitalité communautaire: motivations symboliques et fonctionnelles du choix de réseau institutionnel », dans Jean-Guy Quenneville (dir.),

- À la mesure du pays..., Saskatoon, St. Thomas More College (University of Saskatchewan), p. 67-83.
- SAVOIE, Alexandre-J. (1980), « L'enseignement en Acadie de 1604 à 1970 », dans Jean Daigle (dir.), *Les Acadiens des Maritimes*, Centre d'études acadiennes, Université de Moncton, p. 419-466.
- SOJA, Edward W. (1996), *Thirdspace: Journeys to Los Angeles and Other Real and Imagined Places*, Oxford, Blackwell.
- SELZNICK, Philip (1992), *The Moral Commonwealth: Social Theory and the Promise of Community*, Berkeley, University of California.
- STASZAK, Jean-François (1997), « L'insularité de Zanzibar, de l'empire des boutres aux nouvelles utopies », dans André-Louis Sanguin (dir.), *Vivre dans une île: une géopolitique des insularités*, Paris, L'Harmattan, p. 339-355.
- STATISTIQUE CANADA (2001), *E-Stat*, Ottawa, gouvernement du Canada.
- STATISTIQUE CANADA (2001), *Portrait des communautés de langue officielle du Canada 2001*, 94F0040XCB.
- STEBBINS, Robert A. (2000), *The French Enigma: Survival and Development in Canada's Francophone Societies*, Calgary, Detselig Entreprises.
- STOCK, Mathis (2004), « L'habiter comme pratique des lieux géographiques », *EspacesTemps.net*.
- STONE, Kirk H. (1972), « The Concepts of Isolation », *Geoforum*, n° 11, p. 74-77.
- TAJFEL, Henri (1978), *The Social Psychology of Minorities*, Londres, Minority Rights Group.
- TAP, Pierre (1998), « Marquer sa différence », dans Jean-Claude Ruano-Borbalan (dir.), *L'identité. L'individu, le groupe et la société*, Auxerre, Sciences humaines éditions.
- TAYLOR, Charles (1994), *Multiculturalisme: différence et démocratie*, Denis-Armand Canal, Paris, Aubier.
- THÉRIAULT, Joseph Yvon (1995), *L'identité à l'épreuve de la modernité*, Moncton, Éditions d'Acadie.
- THÉRIAULT, Joseph Yvon (dir.) (1999), *Francophonies minoritaires au Canada. État des lieux*, Moncton, Éditions d'Acadie.
- THÉRIAULT, Joseph Yvon (2005), « L'institution en Ontario français », *Revue d'histoire intellectuelle de l'Amérique française*, 6, p. 11-21.
- THÉRIAULT, Joseph Yvon (2006), « Identité, territoire et politique en Acadie », dans André Magord (dir.), *Adaptation et innovation. Expériences acadiennes contemporaines*. Bruxelles, Presses interuniversitaires européennes – Peter Lang.
- THÉRIAULT, Joseph Yvon (2007), *Faire société: société civile et espaces francophones*, Sudbury, Prise de parole.
- THÉRIAULT, Joseph Yvon, Anne GILBERT et Linda Cardinal (dir.) (2008), *L'espace francophone en milieu minoritaire au Canada. Nouveaux enjeux, nouvelles mobilisations*, Montréal, Fides.
- THÉRIAULT, Léon (1993a), « L'acadianisation des structures ecclésiastiques aux Maritimes », dans Jean Daigle (dir.), *L'Acadie des Maritimes*, Moncton, Chaire d'études acadiennes, Université de Moncton, p. 431-464.
- THÉRIAULT, Léon (1993b), « L'Acadie de 1763 à 1990, synthèse historique », dans Jean Daigle (dir.), *L'Acadie des Maritimes, études thématiques des débuts à nos jours*, Chaires d'études acadiennes, Université de Moncton, Moncton, p. 45-91.
- THIBAUDIER-NESS, Christine (2007), « L'Île-du-Prince-Édouard: un espace urbain francophone en devenir », *Francophonies d'Amérique*, 23-24, p. 273-287.
- TREMBLAY, Marc-Adélar (1983), *L'identité québécoise en péril*, Sainte-Foy, Éditions Saint-Yves inc.
- TREMBLAY, Rémy (2000), « Le concept de communauté vu à travers le Petit Québec de la Floride », Thèse de doctorat, Université d'Ottawa, Ottawa.
- TREMBLAY, Rémy (2004), « Géographie, espace social et communauté floribécoise », *Canadian Journal of Urban Research*, vol. 13, n° 2, p. 362-372.
- VALENTINE, Gill (2001), *Social Geographies. Society and Space*, London, Longman.

- VERNEX, Jean-Claude (1979), « Espace et appartenance: l'exemple des Acadiens au Nouveau-Brunswick », *Les Cahiers de géographie du Québec*, vol. 23, n° 58, p. 125-142.
- VERNEX, Jean-Claude (1979), *Les Acadiens*, Paris, Éditions entente, coll. « Minorités ».
- WACKERMANN, Gabriel (2002), *Géographie régionale*, Paris, Ellipses.
- WHITE, Philip, et James CURTIS (1990), « Language regions and feelings toward outgroups: Analyses for 1968 and 1984 », *Cahiers canadiens de sociologie*, vol. 15, n° 4, p. 441-461.
- ZUCCHI, John (2002), *The View from Rome: Archbishop Stagni's 1915 Reports on the Ontario Bilingual Schools Question*, Montréal, McGill-Queen's University Press.